



# LES PRÉDATEURS 2021



Érythrée

180/180\*



**Isaias AFWERKI**

Né le 02 février 1946

> **Président de la République de l'Érythrée**  
depuis le 19 mai 1993

> **Prédateur depuis le 18 septembre 2001**, date à partir de laquelle il a brutalement éliminé ses rivaux politiques, fermé tous les médias privés et emprisonné les journalistes de la presse indépendante.

### **MODE DE PRÉDATION** : totalitarisme paranoïaque

Toute velléité de contestation est considérée comme une atteinte à la « *sécurité nationale* ». La presse privée n'existe plus. Ne subsistent que les médias d'État, dotés d'une ligne éditoriale stalinienne. Les journalistes sont considérés comme des ennemis. Certains sont morts en prison, d'autres y croupissent depuis 20 ans dans des conditions abominables, sans accès à leur famille ou à un avocat. D'après des informations recueillies par RSF depuis deux décennies, des journalistes ont pu être détenus dans des containers, directement exposés à une chaleur insupportable, torturés, privés de soins et d'eau. Dans la prison d'Eiraeiro, où se trouveraient ceux qui sont encore détenus, un message glaçant est inscrit au dessus d'une salle d'interrogatoire : « *Si vous n'aimez pas le message, tuez le messenger.* » Interrogé en 2009 sur l'éventuelle tenue d'un procès ou d'une libération pour le journaliste suédo-érythréen Dawit Isaak détenu depuis 2001, le président Afwerki avait déclaré : « *Nous savons comment traiter avec lui et d'autres comme lui, et nous avons nos propres façons de gérer cela.* »

### **CIBLES DE PRÉDILECTION** : toutes les voix indépendantes

Celles et ceux qui ne sont pas alignés sur l'information officielle ou qui chercheraient à témoigner de la réalité dans leur pays sont systématiquement traqué(e)s et réduit(e)s au silence. Il n'existe plus de journalistes et médias indépendants. Ceux qui ont échappé à la répression ont dû changer de profession ou de pays. En tout, plusieurs dizaines de journalistes sont morts en détention, se sont suicidés, sont portés disparus ou se sont exilés.

### **DISCOURS OFFICIEL** : le déni total

« *Il n'y a jamais eu de journalistes emprisonnés. Il n'y en a pas. Vous êtes mal informés.* »

(Interview sur *Al-Jazeera*, mai 2008.)

« *Ceci est un autre mensonge [à propos de la conscription obligatoire], encore un autre mensonge, et cela compromet votre crédibilité en tant que média d'arriver avec un paquet de mensonges en les présentant comme des faits du terrain et en donnant l'impression que cela provient du monde réel.* »

(Interview sur *Al-Jazeera*, février 2010.)



Azerbaïdjan

167/180\*



**Ilham ALIEV**

Né le 24 décembre 1961

> **Président de la République d'Azerbaïdjan**  
depuis 2003

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir/ intensification depuis 2014**

### **MODE DE PRÉDATION** : la justice inféodée au régime de Bakou

En Azerbaïdjan, la justice inféodée au régime condamne les journalistes pour des prétextes absurdes, fallacieux et parfois pour des motifs très graves. Les services de sécurité, quant à eux, ne s'empressent pas d'enquêter sur les agressions que subissent les journalistes. Bien au contraire, les agresseurs des journalistes sont protégés même lorsqu'ils commettent des crimes effroyables. Sous le régime d'Aliyev, les sites d'information peuvent être bloqués légalement s'ils présentent un « *danger pour l'État ou la société* ». Enfin, la censure n'a pas cessé de se durcir pendant le conflit armé ayant opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh, et Bakou refuse régulièrement d'accréditer les journalistes étrangers.

### **CIBLES DE PRÉDILECTION** : les voix critiques

Ilham Aliyev cible principalement les médias indépendants et les journalistes critiques du régime. Les journalistes d'investigation sont sévèrement réprimés pour leurs enquêtes sur la corruption, les détournements de fonds et le blanchiment d'argent. En février 2021, **Zaour Gambarov** (*Anews.az*), journaliste critique dont les articles traitaient des problèmes socio-économiques de la région de Gadabay, est agressé physiquement. Alors même qu'il était victime de l'attaque, il a reçu une peine de trois ans et demi de prison pour « *troubles à l'ordre public* », avant d'obtenir la grâce présidentielle. Ilham Aliyev exporte son acharnement contre la liberté de la presse au-delà des frontières et n'hésite pas à s'en prendre aux proches des journalistes. Le journaliste d'investigation sur la corruption et le népotisme dans le pays, **Afgan Moukhtarli**, a été contraint à l'exil en Géorgie, où il a été enlevé et remis aux services de sécurité azerbaïdjannais. La même année, en 2017, le beau-frère du journaliste **Turkel Azerturk** (*Turan TV*), considéré comme un dissident et exilé aux Pays-Bas, est arrêté pour « *trafic de drogue* » à Bakou. Le régime pratique aussi le chantage à la sex-tape. En 2012, la journaliste indépendante **Khadija Ismailova** a vu des vidéos intimes d'elle prises à son insu diffusées massivement sur internet. Elle enquêtait sur un système de corruption impliquant la famille Aliyev.

### **DISCOURS OFFICIEL** : entre déni et hypocrisie

« *Nous avons des médias libres, nous avons un internet libre. Aujourd'hui, en raison de la loi martiale, nous avons quelques restrictions, mais avant cela, il n'y avait aucune restriction. Plus de 80 % de la population utilise internet en Azerbaïdjan. Pouvez-vous imaginer une restriction des médias dans un pays où autant de personnes ont accès à un internet libre, et où il n'y a pas de censure ? (...) Comment pouvez-vous dire que nous n'avons pas de médias libres ? Encore une fois, il s'agit d'une approche biaisée. Il s'agit d'une tentative de créer une certaine perception de l'Azerbaïdjan auprès du public occidental. Nous avons une opposition, nous avons des ONG, nous avons une activité politique libre, nous avons des médias libres, nous avons la liberté d'expression.* »

(Interview pour *BBC News*, en plein conflit dans le Haut Karabakh, novembre 2020.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Syrie

173/180\*



**Bachar al-ASSAD**

Né le 11 septembre 1965

> **Président** depuis le 17 juillet 2000

> **Prédateur** depuis son arrivée au pouvoir

**MODE DE PRÉDATION** : dictature criminelle et sanguinaire

Depuis qu'il a hérité de la présidence syrienne après la mort de son père, Hafez, Bachar al-Assad a coché toutes les cases pour mériter le titre de prédateur de la liberté de l'information. Bien avant le début de la révolution et de la guerre civile qui déchire le pays depuis 2011, l'information diffusée dans les médias officiels était déjà strictement contrôlée par le pouvoir, l'accès au territoire était régulièrement interdit aux journalistes étrangers et la cyberpolice traquait toutes les personnes ayant des activités en ligne jugées contraires aux intérêts du régime. La situation s'est terriblement dégradée après le début du soulèvement, en mars 2011. Bachar al-Assad est désormais au centre d'un système de répression féroce qui s'appuie sur de redoutables services de renseignement, mais aussi sur les « *chabih* », des hommes de main en civil qui terrorisent les journalistes et les opposants présumés. Des centaines de journalistes ont été attaqués, arrêtés, détenus arbitrairement, torturés.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : tous les journalistes, sans distinction

Plus de 700 journalistes, professionnels ou non, ont été tués depuis le début du conflit, en mars 2011, victimes de la répression exercée par le gouvernement, mais aussi des crimes commis par les différents groupes armés. Près d'une centaine ayant été arrêtés ou enlevés sont toujours portés disparus. Une partie d'entre eux avaient décidé de reprendre l'information en main et de filmer les exactions dont ils avaient été témoins et que le pouvoir occultait, ce qui leur a valu d'être accusés de soutenir les terroristes. D'autres servaient de guides aux journalistes étrangers pour leur travail de terrain ou étaient devenus des correspondants pour des médias internationaux.

**DISCOURS OFFICIEL** : cynisme total

« [Marie Colvin] travaillait avec les terroristes, et puisqu'elle est entrée illégalement, elle est responsable de tout ce qui lui est arrivé. »

(NBC, 14 juillet 2016, à propos de la journaliste du *Sunday Times*, tuée dans un bombardement de l'armée syrienne à Homs alors qu'elle rapportait que ces raids ciblaient délibérément les civils.)



Turkménistan

178/180\*



**Gurbangouly BERDYMUKHAMMEDOV**

Né le 29 juin 1957

> **Président de la République de Turkménistan** depuis 2006

> **Prédateur** depuis son arrivée au pouvoir

**MODE DE PRÉDATION** : autocratie totalitaire

Depuis son accession au pouvoir, Gurbangouly Berdimouhammedov se pare d'un discours réformateur. L'écart n'en est que plus criant avec la politique réellement menée par l'un des régimes les plus totalitaires du globe. En janvier 2013, le pays s'est enfin doté d'une loi sur les médias, qui proclame officiellement la liberté d'expression et l'interdiction de la censure. Avancées de façade : l'État règne toujours sans partage sur l'ensemble des médias turkmènes, qu'il utilise comme relais de propagande et dont il punit sévèrement tout écart avec la ligne officielle. Dès 2008, Gurbangouly Berdimouhammedov a déclaré la guerre aux antennes paraboliques, seul moyen pour la population d'avoir accès à une information non contrôlée, la privant ainsi des chaînes satellitaires russes, turques ou arabes qui échappent à la propagande étouffante des médias d'État. Quant au web, seul un intranet totalement expurgé, le « *Turkmenet* », est accessible, sous réserve de présenter un passeport et une copie d'un document attestant la propriété, le bail ou l'utilisation gratuite des locaux où la connexion est établie. L'utilisation de VPN est interdite.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : journalistes clandestins et en exil

Ces dernières années, plusieurs journalistes ont été arrêtés et détenus arbitrairement dans des conditions effroyables. La mort sous la torture de la correspondante de *Radio Azatlyk* **Ogoulsapar Mouradova**, en 2006, reste dans les mémoires. En 2017, **Khoudaïberdy Allachov**, correspondant pour le service turkmène de *RFE/RL*, a été torturé à l'électricité pendant son séjour en prison. Le blogueur **Nourgeldy Halykov** a lui été condamné à quatre ans de détention après avoir transmis une simple photo à un site d'information. Il n'y a presque plus aucun journaliste indépendant au Turkménistan : le pays a été réduit à un immense désert médiatique. Cibles d'attaques et de harcèlement, ceux qui travaillent depuis l'étranger, et leur famille, ne sont pas à l'abri. La poignée de journalistes qui collaboraient encore clandestinement avec des médias indépendants basés à l'étranger fait face à une pression sans précédent : nombre d'entre eux ont été contraints de mettre un terme à leurs activités.

**DISCOURS OFFICIEL** : pression autoritaire

« La presse turkmène ne couvre pas assez les succès de l'État. »

(Message aux médias, janvier 2014).

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Cameroun

135/180\*



**Paul BIYA**

Né le 03 février 1933

> **Président du Cameroun**  
depuis le 6 novembre 1982

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : répression multiforme

La presse indépendante et critique fait l'objet de menaces et de représailles systématiques. Entre les nombreuses arrestations et menaces subies dès les années 1980 par les pionniers de la presse indépendante et les détentions prolongées ou condamnations très lourdes prononcées ces dernières années, l'étau ne s'est jamais desserré sur les journalistes. Depuis quatre décennies, les professionnels de l'information vivent sous pression. Celles et ceux qui font preuve d'indépendance en refusant de rejoindre les rangs des porte-voix du régime en subissent directement les conséquences : menaces, surveillance étroite des déplacements et communications, convocations, arrestations, détentions de longue durée... Le cadre légal, qui figure parmi les plus répressifs de l'Afrique subsaharienne, participe aussi à ce système de prédation. Lorsque la loi offre des dispositions protectrices, comme une durée limitée pour la détention sans jugement, elle est régulièrement contournée. La loi antiterroriste de 2014 est souvent utilisée pour détenir arbitrairement des journalistes, régulièrement accusés de ne pas être des patriotes s'ils critiquent les autorités. En 2017, le porte-parole du gouvernement avait donné cette définition très restrictive de la liberté de la presse, qui n'existe que lorsqu'elle ne menace pas les intérêts et la survie du régime : « *Les journalistes peuvent dire ce qu'ils veulent, pourvu que ce soit conforme à la défense de nos institutions, de notre État, de notre gouvernement qui est aujourd'hui en guerre.* »

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes non alignés sur le régime

Du fondateur du journal *Le Messager Pius Njawé*, figure pionnière du journalisme indépendant au Cameroun, à l'ancien directeur général de la radiotélévision publique camerounaise **Amadou Vamouké**, qui détient le record de la détention provisoire, tous les journalistes qui ne s'alignent pas sur la ligne du régime subissent les foudres de ce dernier. Ceux travaillant sur les sujets les plus sensibles, comme la lutte contre le terrorisme ou la crise des régions anglophones, sont particulièrement exposés. Accusé de « *non dénonciation d'acte de terrorisme* », le correspondant de *RFI Ahmed Abba* a retrouvé la liberté fin 2017 après deux ans et demi de détention arbitraire. Deux ans plus tard, son confrère **Samuel Wazizi**, accusé de complicité avec le mouvement sécessionniste, est mort dans des conditions très suspectes alors qu'il était détenu depuis quelques jours par des militaires.

**DISCOURS OFFICIEL** : le mutisme

Paul Biya tient les médias, notamment nationaux, à grande distance et n'accorde que très exceptionnellement des interviews.



Brésil

111/180\*



**Jair BOLSONARO**

Né le 21 mars 1955

> **Président du Brésil** depuis 2019

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : insulte, humiliation et menaces vulgaires

Autoproclamé « *candidat anti-système* », Jair Bolsonaro a gagné du terrain grâce aux réseaux sociaux, où son discours et ses idées ont trouvé un écho considérable, court-circuitant ainsi les médias traditionnels. Depuis son accession au pouvoir en 2018, le travail de la presse brésilienne est devenu extrêmement complexe. Sa marque de fabrique ? Insulter, dénigrer, stigmatiser et humilier les journalistes trop critiques. Pour lui, la presse « *ne sert à rien* » et n'est que « *rumeurs et mensonges en permanence* ». Sa rhétorique guerrière et ordurière est amplifiée par son entourage proche et une base organisée. Depuis 2018, le président, sa famille et son entourage ont peaufiné un système extrêmement bien huilé. Sur les réseaux sociaux, des armées de supporters et de robots relaient et amplifient les attaques destinées à décrédibiliser la presse, présentée comme une ennemie de l'État.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les femmes journalistes, les spécialistes politiques et Globo

L'une des cibles favorites de la famille Bolsonaro est la chaîne *Globo*, qualifiée de « *TV funéraire* » parce qu'elle a eu l'outrecuidance d'informer les Brésiliens de la progression de l'épidémie de Covid-19 et du nombre de décès liés au virus. RSF a recensé, en 2020, plus de 180 attaques contre le groupe, accusé de vouloir « *trahir* » et « *détruire* » le pays. La chaîne est menacée de ne pas voir sa fréquence de radiodiffusion renouvelée en 2022. Sur le terrain, les journalistes, notamment ceux chargés de couvrir la présidence devant le palais de l'Alvorada à Brasília, sont aussi souvent pris à partie, humiliés et attaqués parfois violemment par les partisans de la famille Bolsonaro. Les attaques sexistes et misogynes contre les femmes journalistes sont aussi un marqueur fort du bolsonarisme. À l'instar de **Patricia Campos Mello**, de nombreuses femmes journalistes ont été victimes d'attaques à caractère sexiste et doivent travailler dans une ambiance nauséabonde, à la merci du lynchage digital des partisans du président.

**DISCOURS OFFICIEL** : ordurier

Certains médias sont « *pires que des ordures, car les ordures, elles, sont recyclables* ». « *Le Brésil est en faillite, je ne peux rien faire. (...) Je voulais changer la grille de réduction des impôts, mais il y a eu ce virus alimenté par la presse que nous avons ici, cette presse sans caractère.* » (6 janvier 2021.)

« *La presse est responsable de la panique dans le pays et de la perte de vies pendant la pandémie, une honte nationale.* » (7 janvier 2021, lors d'une intervention en direct sur Facebook, diffusée sur le compte de la présidence.)

Les journalistes peuvent aller « *se faire foutre chez leur p.... de mère* » et « *s'enfiler des boîtes de lait concentré dans le c...* » (27 janvier 2021.)

« *Canailles, infâmes, vous n'êtes pas des patriotes. (...) Le journalisme que vous faites est pourri, corrompu, sans scrupules ! Vous ne servez à rien ! Vous ne servez à rien ! Vous ne publiez que des mensonges !* »

(Extrait d'une vidéo de 24 minutes diffusée le 29 octobre 2019 dans laquelle Jair Bolsonaro s'adresse au groupe *Globo*.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Thaïlande

137/180\*



**Prayut CHAN-O-CHA**

Né le 21 mars 1954

> « Général-Premier ministre » du royaume de Thaïlande depuis le 20 mai 2014

> Prédateur depuis son arrivée au pouvoir

**MODE DE PRÉDATION** : le « crime de lèse-majesté », l'arme absolue contre toute critique

Depuis le coup d'État militaire qu'il a mené en 2014 avec le soutien de l'armée et de la monarchie thaïe, le général Prayut, sacré Premier ministre, a développé un système de contrôle extrêmement pointu de l'information. Dès les premiers mois de son règne, il a mis en place un régime de terreur absolument implacable contre toutes les voix indépendantes, identifiées comme anti-gouvernementales. En moins d'un an, plus d'une vingtaine de journalistes et de blogueurs ont préféré fuir le pays, de peur de se retrouver plusieurs années derrière les barreaux. Prayut Chan-o-cha dispose en effet d'une arme sur mesure pour réprimer la presse indépendante : la loi sur le « crime de lèse-majesté », qui est de loin la plus draconienne du monde en la matière. Au-delà de la seule insulte au souverain royal, les peines cumulées de ce texte peuvent condamner un individu à 60 ans de prison pour avoir simplement formulé un commentaire indésirable sur le système monarchique. À la faveur de son accession au pouvoir, Prayut Chan-o-cha a étendu par décret son champ d'application à la « sécurité nationale », jugée par un tribunal militaire : de fait, le texte ne concerne plus seulement les critiques contre l'absolutisme de la royauté thaïe mais aussi, par exemple, les commentaires sur l'armée, le gouvernement et... le chien du roi.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : haro sur l'opposition

Prayut Chan-o-cha est parvenu au pouvoir à la faveur d'un putsch ? Qu'à cela ne tienne, le général a rapidement troqué son uniforme de chef de junta pour le costume trois-pièces de Premier ministre. Dans un pays où l'autocensure est reine, tous les médias grands publics ont été fortement incités à diffuser les bienfaits de la politique de son gouvernement. Aujourd'hui, au sein des rédactions, les journalistes récalcitrants savent qu'ils seront remerciés s'ils osent dévier de la ligne imposée par le pouvoir. Durant la campagne électorale de 2019, de nombreux médias proches de l'opposition, comme Voice TV, par exemple, ont été soigneusement interdits de diffusion.

**DISCOURS OFFICIEL** : le mépris

9 mars 2021 : Prayut Chan-o-cha arrose les journalistes présents de gel hydroalcoolique pour les faire taire et mettre fin à une conférence de presse.

« Si vous voulez poser des questions politiques, demandez donc à ce type ! »  
(Déclaration faite le 9 janvier 2018 lors d'une conférence de presse, pointant du doigt une photo cartonnée de lui-même en grandeur réelle.)

« Nous les exécuterons sûrement, tout simplement »  
(25 mars 2015 : avertissement lancé aux journalistes qui ne suivraient pas la ligne officielle de son gouvernement.)



Cuba

171/180\*



**Miguel DÍAZ-CANEL**

Né le 20 avril 1960

> Président de Cuba depuis le 10 Octobre 2019

> Prédateur depuis son arrivée au pouvoir

**MODE DE PRÉDATION** : totalitarisme de type soviétique

Protégé de Raúl Castro, qu'il a remplacé en 2019 à la présidence du pays puis comme premier secrétaire du Parti communiste cubain, Miguel Díaz Canel, dans la juste lignée de la famille castriste au pouvoir depuis 1959, maintient un contrôle quasi-total sur l'information. Les télévisions, radios, journaux sont étroitement surveillés par l'État, et la presse privée demeure interdite par la Constitution. Arrestations, détentions arbitraires, menaces d'emprisonnement, persécution et harcèlement, perquisition illégale de domicile, confiscation et destruction du matériel journalistique font partie du quotidien des journalistes qui ne suivent pas la ligne officielle castriste.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : la presse indépendante, la presse d'opposition, toutes les voix dissidentes

Les journalistes indépendants sont maintenus sous la surveillance d'agents qui tentent de réduire leur liberté de circulation, procèdent à des interpellations et effacent les informations qu'ils détiennent. Sur internet, dont l'accès demeure en grande partie contrôlé par l'État, les blogueurs et journalistes-citoyens trouvent un espace de liberté, mais c'est à leurs risques et périls : face à l'acharnement des autorités, ils se retrouvent souvent emprisonnés ou contraints à l'exil. Le gouvernement contrôle également la couverture médiatique des journalistes étrangers, en octroyant des accréditations de manière sélective et en expulsant ceux considérés comme « trop négatifs » à l'encontre du régime.

**DISCOURS OFFICIEL** : communisme fermé

« Notre journalisme est honnête, libre et souverain, comme la terre que nous défendons #NousSommesCuba #NousSommesLaContinuité. »  
(Message sur Twitter du président, qui réagissait indirectement à la publication de l'édition 2020 du Classement mondial de la liberté de la presse de RSF plaçant Cuba en 171<sup>e</sup> position sur 180 pays, le 25 avril 2020.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

Philippines

138/180\*



**Rodrigo DUTERTE**

Né le 28 mars 1945

> **Président de la République des Philippines** depuis le 30 juin 2016

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : la « guerre totale » contre la presse indépendante

Élu dès 1988 maire de la ville de Davao, dans le sud de l'archipel philippin, Rodrigo Duterte y a développé, sous couvert d'une lutte contre la criminalité, une méthode de gouvernance qui fait peu de cas du respect de l'état de droit. Les médias locaux sont rapidement les victimes collatérales de son style brutal, qui ne tolère aucune critique ni même aucune nuance concernant sa politique. Et c'est à la faveur d'une rhétorique franchement populiste que celui qui se fait surnommer le « *punisher* » (« *punisseur* ») parvient à la présidence de la République en 2016. Son arrivée au pouvoir révèle les faiblesses du système démocratique philippin. Face à un pouvoir exécutif hypertrophié autour de la figure du chef, les juges qui ne suivent pas sa ligne sont mis au placard, tandis que le congrès, agissant comme un parlement-croupion, entérine toutes ses décisions. Largement soutenu par les milieux d'affaires, Rodrigo Duterte impose très aisément sa ligne au sein des médias appartenant aux magnats qui lui sont proches. Dans ce contexte, c'est la presse indépendante qui endosse le rôle de contre-pouvoir, avec les risques afférents : fort des collusions qu'il entretient au niveau de tous les rouages de l'État, le président Duterte dispose d'un arsenal qui lui permet de mener une « *guerre totale* » contre les journalistes : dépôt de plainte fallacieuse pour diffamation, pour évasion fiscale ou pour violation de la législation sur les capitaux ; révocation des licences de diffusion ; rachat des organes de presse par des complices et mise au pas des rédactions ; cyber-harcèlement des journalistes par une armée de trolls...

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les derniers contre-pouvoirs

Face aux dérives autoritaires de Rodrigo Duterte, une poignée d'organes de presse ont voulu enquêter sur cette politique. Dès mars 2017, le bouillant président les avertit : « *Je ne veux pas les menacer. Mais leur karma risque de finir par les rattraper...* » Parmi eux, le quotidien de référence de l'archipel, le Philippine Daily Inquirer, est racheté un an plus tard - sa rédaction doit rentrer dans le rang. Deuxième cible, le principal réseau audiovisuel du pays, ABS-CBN : en juillet 2020, le parlement, acquis au président, enterre le groupe en rejetant sa licence de diffusion. Dernier rempart de la liberté de la presse : le site d'information *Rappler* et sa directrice, **Maria Ressa**. Harcelée par les plaintes systématiques du clan Duterte, celle-ci risque une peine cumulée d'une centaine d'années de prison. Toujours dans la nuance...

**DISCOURS OFFICIEL** : l'insulte

« *Ce n'est pas parce que vous êtes journaliste que vous échapperez à un assassinat si vous êtes un fils de pute.* »

(30 juin 2016, lors de son investiture.)

Turquie

153/180\*



**Recep Tayyip ERDOGAN**

Né le 26 février 1954

> **Président de la République de Turquie**, après avoir occupé les fonctions de Premier ministre à partir de 2003

> **Prédateur depuis 2009**

**MODE DE PRÉDATION** : démocrature agressive

Le président turc n'aime pas la presse ou plutôt, il ne l'aime que soumise, docile et vantant ses mérites. Armé d'une loi sur les renseignements, d'une législation anti-terroriste au spectre si large qu'elle permet tous les abus, mais aussi d'une loi permettant de poursuivre n'importe qui pour « *insulte au président* », Recep Tayyip Erdogan a toute latitude pour pourchasser toutes les voix dissonantes. Par divers moyens politiques ou économiques, il contrôle également la quasi-totalité des grands groupes de presse (notamment les télévisions). L'état d'urgence, instauré en juillet 2016 dans la foulée du coup d'État manqué, a provoqué une vague d'arrestations sans précédent parmi les journalistes et a été l'occasion de fermer plus de 100 journaux, magazines, télévisions et radios. Malgré tout, de rares tribunaux ou de hautes instances judiciaires (cour constitutionnelle, cour de cassation, Conseil d'État, etc.) parviennent à montrer des signes de résistance. Le climat dégradé contribue toutefois à encourager la violence contre les journalistes : plus d'une centaine d'entre eux ont été violemment agressés ces cinq dernières années et l'un, qui travaillait dans une radio à Bursa, a été tué par un auditeur.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes critiques

Qu'ils soient de gauche, pro-kurdes, proches du mouvement Gülen, laïcs, nationalistes... tout journaliste ou média considéré comme critique est susceptible d'être poursuivi. Même si la Turquie n'est plus la plus grande prison au monde pour les journalistes, le risque d'incarcération et la crainte de devoir travailler sous contrôle judiciaire ou privé de passeport reste omniprésent. En 2020, près de 50 journalistes ont été interpellés notamment pour avoir couvert la question des réfugiés syriens à la frontière avec la Grèce ou écrit sur la pandémie de Covid-19. La censure du net sur tout sujet d'intérêt public mettant en cause des personnalités proches du pouvoir est aussi monnaie courante : en 2020, plus de 1 300 liens menant vers des articles en ligne (sur la corruption, le clientélisme, etc.) ont été censurés par les juges de paix, à la botte d'Erdogan.

**DISCOURS OFFICIEL** : déni enrobé de menaces

« *Nous n'avons jamais rien fait contre la liberté d'expression ou la liberté de la presse. Au contraire, la presse en Turquie m'a beaucoup critiqué, moi et mon gouvernement, et m'a beaucoup attaqué. Et malgré ces attaques, nous avons été très patients dans la façon dont nous avons répondu à ces attaques.* » (Interview sur CNN, le 1<sup>er</sup> avril 2016.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Djibouti

176/180\*



**Ismaïl Omar GUELLEH**

Né le 27 novembre 1947

> **Président de Djibouti** depuis le 8 mai 1999

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : dictature totalitaire

Le régime djiboutien exerce un contrôle sans merci sur la liberté d'informer. Dans ce petit État situé dans la corne de l'Afrique, seule une poignée de médias d'État chargés de relayer la propagande et la communication du gouvernement sont autorisés à exercer. Les autres sont condamnés à la clandestinité, à l'exil ou à la répression. L'arsenal de prédation déployé pour empêcher l'avènement du journalisme indépendant est très important : traque des sources d'information et des journalistes qui travaillent pour des médias étrangers, arrestations, perquisitions, harcèlement judiciaire, menaces, surveillance, bridage volontaire d'internet, brouillage des radios, censure des sites d'information... Interrogé en 2020 par *Jeune Afrique* sur l'absence totale de médias indépendants dans son pays, Ismaïl Omar Guelleh avait prétexté des coûts élevés et un « marché réduit ». En Afrique, les Seychelles, qui comptent dix fois moins d'habitants qu'à Djibouti, comptent une télévision, deux radios et trois journaux privés. Le blocage est plus politique qu'économique. La commission chargée d'étudier les demandes d'agrèments des médias n'a jamais été mise sur pied alors qu'elle est prévue par la loi relative à la liberté de la communication, un texte qui date de 1992. Ce dernier constitue lui-même une sérieuse entrave à la liberté d'informer avec, entre autres, des peines de prison pour les délits de presse et des contraintes d'âge et de nationalité pour créer un média.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : toutes les voix critiques

Les journalistes qui donnent des informations aux médias étrangers et les correspondants des médias de *La Voix de Djibouti*, un groupe de presse en exil mais travaillant avec des sources et des reporters locaux sont systématiquement traqués et surveillés, et régulièrement arrêtés.

**DISCOURS OFFICIEL** : la langue de bois

« Les correspondants dont vous parlez ne sont pas des journalistes déclarés, mais des quidams parfois à peine alphabétisés qui utilisent cette couverture. Au demeurant, nous n'avons emprisonné personne. »

(Ismaïl Omar Guelleh à propos des journalistes de *La Voix de Djibouti*, dans une interview accordée à *Jeune Afrique*, novembre 2020.)



Cambodge

144/180\*



**HUN SEN**

Né le 5 août 1952

> **Premier ministre du royaume du Cambodge** depuis le 14 janvier 1985 (« Deuxième Premier ministre » entre 1993 et 1998)

> **Prédateur depuis 2016**

**MODE DE PRÉDATION** : le sabordeur

Au pouvoir depuis plus de 30 ans, l'indéboulonnable Premier ministre Hun Sen a, petit à petit et inexorablement, sabordé la liberté de la presse initialement garantie par les accords de paix de 1991, jusqu'à réduire son espace à une peau de chagrin. Sous des atours démocratiques, Hun Sen a construit un système marqué par une vaste corruption, où les pouvoirs économiques et politiques sont concentrés, en toute opacité, dans les mains d'un groupe restreint de personnes - qui ne veulent certainement pas que des journalistes un peu trop fouineurs enquêtent sur leurs affaires. Sentant son pouvoir lui échapper, le Premier ministre a mis en place un plan méticuleux de suppression de la presse indépendante à l'été 2017, à un an d'élections législatives qu'il craignait de perdre. Pour cela, son gouvernement a déployé un arsenal de mesures fallacieuses pour interdire, entraver, intimider tous les médias indépendants. En un mois, pas moins d'une trentaine d'organes de presse ont été forcés de cesser leurs activités. Certains journalistes croupissent en prison pour des accusations totalement fabriquées. En parallèle, le « système Hun Sen » a permis de parfaire un appareil de propagande à toute épreuve, grâce à la mainmise de ses affidés sur les médias de masse, et plus particulièrement à travers l'agence multimédia *Fresh News*, robinet à désinformation pro-gouvernementale. Début 2021, Hun Sen a fini de saborder la presse cambodgienne en s'attaquant aux derniers organes de presse qui survivent en ligne : la mise en place d'une « grande muraille numérique », encore en chantier, doit permettre à son gouvernement de contrôler tout accès à l'internet en fonction de la nature des contenus consultés. Inspirée du modèle autoritaire chinois, l'arme est redoutable.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les derniers défenseurs de la démocratie khmère

Après le cauchemar du régime khmer rouge, la presse a joué un rôle absolument fondamental dans l'établissement de la démocratie au Cambodge à partir des années 1990. Ce sont les animateurs historiques de la liberté de la presse qui sont visés par les coups de boutoirs du clan Hun Sen. Le *Cambodia Daily*, plus ancien quotidien bilingue du pays, khméro-anglophone, a été forcé de fermer en 2017 après que le gouvernement lui a soudainement réclamé la somme vertigineuse de 5,5 millions d'euros. À la même époque, plus de 30 stations de radio ont dû cesser de diffuser leurs programmes d'information. Quelques mois plus tard, le rachat par un magnat proche du Premier ministre du *Phnom Penh Post*, le dernier organe de presse indépendant du pays, a fini de tuer la presse indépendante. Aujourd'hui ne restent plus que quelques « soldats » isolés, comme l'Alliance des journalistes du Cambodge (CamboJA), pour poursuivre, tant bien que mal, le combat pour la liberté de la presse.

**DISCOURS OFFICIEL** : la menace et l'exécution

« Vous deux, là... qui travaillez pour *Radio Free Asia* et le *Cambodia Daily*, qui êtes toujours contre moi... Écrivez bien les choses correctement. Ou vous vous en souviendrez. »

(Adresse de Hun Sen à deux journalistes, en mai 2017. Leurs deux médias fermeront quatre mois plus tard.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Russie

150/180\*



**Ramzan KADYROV**

Né le 5 octobre 1976

> **Président de la République russe de Tchétchénie** depuis 2007

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : le règne par la terreur

Ramzan Kadyrov a instauré un climat de peur pour les journalistes dans la république de Tchétchénie. Il censure, menace, agresse et emprisonne les professionnels des médias en s'appuyant sur le système judiciaire et les forces de l'ordre. En Tchétchénie, les menaces de mort et les agressions physiques envers les journalistes sont commises dans la plus grande impunité, et la police locale reste délibérément inactive. Celui qui se désigne comme le « fantassin de Vladimir Poutine » use allègrement des médias nationaux, telle la chaîne publique Grozny, pour diffuser sa propagande, et des « escadrons de la mort » du Caucase russe ciblent périodiquement la diaspora critique réfugiée à l'étranger.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : anéantir toutes voix critiques

Toutes les voix critiques sont à combattre. Ramzan Kadyrov, qui aime qualifier les médias libéraux russes de « traîtres » et d'« ennemis du peuple », mène une politique de rejet catégorique de toute information critique, même très modérée. Dans sa guerre contre l'information indépendante, sa vision des médias est paranoïaque. Tout organe de presse ou journaliste qui ne rapporte pas les discours officiels ou qui ne glorifie pas le dirigeant est attaqué. C'est ainsi qu'en pleine crise sanitaire, en 2020, Ramzan Kadyrov a menacé de mort la journaliste **Elena Milachina** à la suite de la publication, dans le quotidien *Novaïa Gazeta*, d'un article critiquant les violations des droits de l'homme perpétrées en Tchétchénie sous prétexte de lutte contre la pandémie de Covid-19, avant d'obtenir la suppression de cet article par le Roskomnadzor, le service fédéral russe de contrôle des communications. Même réfugiées à l'étranger, les voix critiques ne sont pas à l'abri : en 2020, le journaliste **Giorgi Gabounia** a échappé, en Géorgie, à une tentative d'assassinat vraisemblablement commandité par le dirigeant tchétchène, et un blogueur tchétchène a été attaqué en Suède.

**DISCOURS OFFICIEL** : les ennemis

Le 4 novembre 2019, Ramzan Kadyrov déclare que les personnes qui diffusent des informations négatives sur la république doivent être « tuées, emprisonnées et intimidées ».

« Ceux qui répandent des rumeurs sont nos premiers ennemis. Nous sommes responsables de l'ordre et de la sécurité dans notre région. (...) Les personnes qui publient de telles informations doivent être identifiées et punies 24 heures sur 24. » « Nous combattons ces personnes [les journalistes] très durement. Ils sèment la confusion parmi nous, brisent l'harmonie entre nous, puis nous poussent à nous battre les uns contre les autres. »

(28 janvier 2020, propos prononcés lors d'une réunion avec les chefs des forces de l'ordre de Tchétchénie, et rapportés par la chaîne *Grozny*.)



Rwanda

156/180\*



**Paul KAGAMÉ**

Né le 23 octobre 1957

> **Désigné vice-président du Rwanda en 1994**, au lendemain du génocide, Paul Kagamé **accède à la fonction suprême en 2000**. Modifiée en 2015, la constitution lui permet de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2034.

> **Prédateur depuis qu'il occupe des postes à responsabilités**

**MODE DE PRÉDATION** : faire régner la peur

Depuis sa prise de pouvoir, Paul Kagamé s'abrite derrière le souvenir du génocide de 1994, à une époque où les médias, tels que *Radio Mille Collines*, attisaient la haine raciale, pour justifier un contrôle étroit sur les journalistes et médias au Rwanda. Près de trois décennies plus tard, la censure est toujours présente et l'autocensure la règle pour ne pas figurer sur le tableau de chasse du régime. Le délit « d'offense à la personne du président de la république » a été largement utilisé pour museler la presse. Des soupçons pèsent aussi contre Paul Kagamé au sujet de la mort de **Jean-Léonard Rugabage**, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Umuvugizi*, retrouvé assassiné alors qu'il enquêtait sur les services secrets et leur tentative de meurtre contre un général en exil en Afrique du Sud. Le régime s'appuie sur ses services de renseignements et ses informateurs infiltrés dans la population pour traquer les journalistes. Ces derniers sont suivis, écoutés et régulièrement harcelés en ligne par les trolls du régime, entretenant la loi du silence pour la plupart de leurs sources, qui craignent elles aussi des représailles si elles parlent. Il n'existe au moment de la rédaction de ces lignes plus aucun titre de presse privée nationale dans le pays.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes indépendants

Tous les journalistes qui critiquent ouvertement le président ou le régime, qui questionnent le bilan du développement du pays ou évoquent les tueries des Hutus par le Front patriotique rwandais (RPF, parti au pouvoir) sont ciblés par le pouvoir. Depuis 1996, RSF a recensé huit journalistes tués ou disparus, une douzaine de journalistes condamnés à de lourdes peines de prison et plus d'une trentaine de journalistes forcés à l'exil.

**DISCOURS OFFICIEL** : l'indifférence feinte

« Quand j'entends certains de vos confrères journalistes asséner leurs jugements et leurs conseils avec une autorité inversement proportionnelle à leur expertise, je m'interroge. »

(Interview dans *Jeune Afrique*, 2018.)

« La liberté d'expression ? La liberté de la presse ? Certains insultent les gens tous les jours ! Ils m'insultent moi tous les jours ! Je n'en ai que faire. Dans des dessins, ils m'appellent Hitler – je les ignore, ça ne m'atteint pas du tout. Je les méprise tous. »

(Discours prononcé à l'occasion de la 16<sup>e</sup> commémoration du génocide, le 8 avril 2010.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Bahreïn

168/180\*



**Hamed Ben Issa al-KHALIFA**

Né le 28 janvier 1950

> **Roi** depuis le 6 mars 1999

> **Prédateur depuis 2011**

**MODE DE PRÉDATION** : monarchie intolérante

Depuis les manifestations du printemps arabe de 2011, le pouvoir a particulièrement durci sa politique envers les journalistes. Les reporters et photographes ont fait l'objet d'un harcèlement incessant, la presse indépendante n'existe plus et les journalistes critiques croupissent tous en prison. Souvent accusés de participer à des manifestations, à des actes de vandalisme ou de soutenir le terrorisme, ils purgent des peines pouvant aller jusqu'à la détention à vie. Les journalistes contraints à l'exil peuvent aussi être condamnés par contumace et être frappés de déchéance de nationalité.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les photojournalistes et blogueurs

Au moins onze journalistes sont actuellement détenus par les autorités. Au cours des premiers jours qui ont suivi les manifestations populaires, des dizaines d'entre eux ont été arrêtés et torturés. Les femmes journalistes et blogueuses font aussi état d'agressions sexuelles et de mauvais traitements continus. Pour avoir dénoncé la participation de son pays à la guerre au Yémen et le recours à la torture dans les prisons, le blogueur **Nabil Rajab** a passé plusieurs années en détention et a finalement été libéré à condition de garder le silence. Autre symbole fort : le journaliste **Mahmoud Al-Jazeera**, rédacteur en chef du seul journal indépendant du pays (*Al-Wasat*, aujourd'hui fermé), est toujours en cellule d'isolement.

**DISCOURS OFFICIEL** : mensonge éhonté

« Nous avons affirmé notre souci et notre intérêt, depuis le début de notre processus de développement, à fournir des garanties constitutionnelles et légales afin de protéger les droits des journalistes et professionnels des médias pour qu'ils expriment leurs opinions en toute sécurité et de manière indépendante, et pour leur liberté de rechercher, recevoir et diffuser des informations et des idées sans restrictions. »

(Déclaration du roi à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 2 mai 2021.)

« Nous soutenons totalement et constamment les droits des journalistes, écrivains et personnels des médias et des organisations qui réalisent leur noble mission sans aucune menace ou maltraitance. Nous ne tolérons, ni ne tolérerons à l'avenir, pendant notre règne, aucune insulte, arrestation ou détention d'un journaliste ayant fait usage de son droit légal et constitutionnel à la liberté d'expression. »

(Déclaration du roi à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai 2012.)



Iran

174/180\*



**Ali KHAMENEI**

Né le 19 avril 1939

> **Guide de la révolution islamique** depuis le 4 juin 1989. Président de la République islamique entre 1981 et 1989, membre du Conseil de la révolution entre 1978 et 1981.

> **Prédateur depuis 1981**

**MODE DE PRÉDATION** : théocratie orwellienne

Instaurateur du système de répression par la charriât, le Guide suprême accuse régulièrement la presse indépendante d'être manipulée par des forces étrangères. À la tête des principales institutions politiques, militaires et judiciaires du pays, Ali Khamenei ordonne les arrestations et les condamnations des journalistes à de lourdes peines de prison, voire à la peine capitale. Les Gardiens de la révolution sont directement impliqués dans la surveillance et le harcèlement des journalistes, qui sont régulièrement convoqués pour interrogatoire et détenus dans des conditions effroyables. Depuis l'avènement d'internet, le Guide et ses agents veillent aussi à la pureté de l'information sur les réseaux sociaux en imposant un « *internet halal* ». Des millions de pages d'information libres et indépendantes ont été censurées en plus des quelque 350 titres de presse suspendus depuis 1981.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : tous médias ou journalistes indépendants et critiques

Au moins 1 000 journalistes et journalistes-citoyens ont été arrêtés, détenus, assassinés, portés disparus ou exécutés par le régime iranien depuis 1979. À ce jour, l'Iran reste le pays qui a officiellement exécuté le plus de journalistes ces cinquante dernières années. Le dernier en date est le directeur de la chaîne Telegram et du site d'information *AmadNews*, **Rouhollah Zam**, exécuté le 12 décembre 2020.

**DISCOURS OFFICIEL** : relativisme national religieux

« De nos jours, certains répètent à l'envi l'expression « liberté de la presse récemment acquise ». De mon point de vue, cela ne se réfère à rien. Cela provient de radios étrangères hostiles. »

(Discours aux étudiants de l'université Tarbiat Modarres, 3 septembre 1998.)

« Les ennemis profitent au maximum du cyberspace. Malheureusement, dans le cyberspace de notre pays, les contrôles nécessaires ne sont pas faits, malgré tout l'accent que j'y ai mis, et dans un sens, c'est vraiment « relâché ». Les responsables doivent être attentifs. » « Le cyberspace doit être géré. Les gens devraient profiter de cette opportunité. (...) Mais il ne faut pas donner à l'ennemi les moyens de conspirer contre le pays et la nation. Les ennemis utilisent cet espace. »

(Message diffusé sur les réseaux sociaux, le 24 mars 2021.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

Pakistan

145/180\*



**Imran KHAN**

Né le 5 octobre 1952

> **Premier ministre de la République islamique du Pakistan**  
depuis le 18 août 2018

> **Prédicateur depuis son entrée en fonction**

**MODE DE PRÉDATION** : militaire, à tendance dictatoriale

Imran Khan sait prendre la lumière. Ancienne star de l'équipe nationale de cricket, jet-setteur en vogue dans les soirées huppées des capitales européennes, il se consacre un temps à des activités philanthropiques avant de se lancer en politique, dans les années 1990. Pendant de longues années, son parti vivote, peine à s'imposer... Mais tout change à l'approche des années législatives de 2018 : dans l'ombre du candidat Khan s'opère un retour en force de « l'État profond », un euphémisme qui, dans le contexte pakistanais, désigne l'emprise constante, sur le pouvoir civil, de l'armée et de l'Inter-Services Intelligence (ISI), les redoutables services secrets. Avec son idéologie mêlant populisme et conservatisme religieux, Imran Khan apparaît comme le candidat idéal pour faire bonne figure sur la scène publique sans remettre en cause le pouvoir tout-puissant de l'armée. À lui la lumière, les médias pro-gouvernement, les réseaux sociaux, les polémiques sur le droit au blasphème... Dans l'ombre, l'establishment militaire, qui ne tolère pas que l'on s'immisce dans ses affaires, s'attache à supprimer toute forme d'exercice indépendant du journalisme. Depuis l'arrivée d'Imran Khan au pouvoir, les cas de censure éhontée sont légion : interruption de la distribution des journaux, chantage aux annonces publicitaires, brouillage des signaux de diffusion des chaînes de télévision... Les journalistes qui franchissent les lignes rouges sont souvent l'objet d'enlèvements, de tortures, de menaces. De fait, derrière la lumière du pouvoir civil, Imran Khan a, dans l'ombre, réactivé les pires moments de dictature militaire qu'a connus l'histoire du Pakistan.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : sus aux critiques

« Cessez de couvrir les sujets qui fâchent, ou votre famille ne vous retrouvera pas vivant. » C'est, en substance, le message transmis aux nombreux journalistes et blogueurs qui sont, depuis l'arrivée au pouvoir d'Imran Khan, la cible de kidnappings et de menaces de mort adressées à eux et leur famille. Même ceux qui, pour des raisons de sécurité, se sont résignés à vivre en exil font l'objet de tentatives d'intimidations qui peuvent aller jusqu'à l'agression physique sur un sol étranger. Le cyberspace, dernier lieu d'expression d'une information libre, est rigoureusement mis au pas par le gouvernement d'Imran Khan par des mesures de censure toujours plus liberticides. Sur la toile, des armées de trolls vilipendent et harcèlent tous les journalistes et blogueurs qui osent apporter un point de vue critique, à la suite de quoi ils sont automatiquement taxés d'être anti-Pakistan, anti-armée et... anti-Khan. La boucle est bouclée.

**DISCOURS OFFICIEL** : l'humour douteux

« Le Pakistan dispose d'une des presses les plus libres du monde. (...) Dire qu'il y a des restrictions contre la presse pakistanaise est une blague. »

(Conférence de presse à Washington en juillet 2019, quelques heures après que les écrans de la principale chaîne de télévision pakistanaise, Geo TV, étaient remplacés par un écran noir.)

Soudan du Sud

139/180\*



**Salva KIIR**

Né le 13 septembre 1951

> Premier et unique **président du Soudan du Sud** depuis l'indépendance du pays en 2011

> **Prédicateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : censure et répression constante

Le Soudan du Sud est l'un des États africains les plus hostiles et les plus dangereux du continent pour les journalistes. Depuis sa création en 2011, une dizaine de reporters ont été tués ou assassinés dans la plus grande impunité. En plus de conditions sécuritaires très difficiles, les journalistes travaillant dans le pays sont soumis à la censure et aux pressions. L'appareil sécuritaire est largement mis à contribution pour les empêcher de travailler et joue le rôle de police éditoriale, n'hésitant pas à infiltrer les rédactions, à confisquer des éditions de journaux à l'imprimerie ou à procéder à des arrestations arbitraires et des détentions au secret. Le climat de peur est tel que plusieurs journalistes ont dû fuir leur pays. Cette politique de prédation est directement alimentée et validée par le président, qui n'a pas hésité à menacer de mort les journalistes qu'il estime hostiles à ses intérêts.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes indépendants

Tous les journalistes qui traitent de la mauvaise gouvernance, des exactions commises par les forces de sécurité, des conséquences humanitaires et économiques désastreuses de la guerre civile qui a éclaté en 2013, de la situation politique et des rivalités avec l'adversaire de toujours du président, Riek Machar, réintégré pour la troisième fois au poste de vice-président en 2020, risquent leur liberté et leur intégrité physique, voire leur vie, à l'instar du journaliste **Peter Moi**, abattu près de chez lui en 2015, et du reporter de guerre indépendant américano-britannique **Christopher Allen**, tué deux ans plus tard au cours d'affrontements liés à la guerre civile. Il avait été qualifié de « rebelle blanc » par les autorités, qui n'ont mené aucune enquête sérieuse pour identifier les responsables de sa mort.

**DISCOURS OFFICIEL** : menaces directes

« La liberté d'expression ne veut pas dire que vous pouvez travailler contre votre pays. Et si l'un d'eux [les journalistes] ne sait pas que ce pays a tué des gens, nous le démontrerons sur leur dos un jour. »

(Conférence de presse, 16 août 2015.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

République populaire  
démocratique de Corée

179/180\*



**KIM Jong-un**

Né le 8 janvier 1984

> **Dirigeant suprême de la Corée du Nord**  
depuis le 17 décembre 2011

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : surveillance totalitaire, propagande de masse, peine capitale

Kim Jong-un, fils cadet et successeur de l'ancien dictateur nord-coréen Kim Jong-il, est le chef suprême d'un régime totalitaire dont il assoit le pouvoir par la surveillance, la répression, la censure et la propagande. Le dirigeant bafoue constamment l'article 67 de la constitution du pays, consacré à la liberté de la presse, et n'autorise les médias à ne diffuser que des contenus faisant l'apologie du Parti, de l'armée ou de sa propre personne. Afin de maintenir la population isolée du reste du monde, le régime arrête, expulse, envoie dans des camps de travaux forcés et assassine des professionnels de l'information. Les rares correspondants étrangers autorisés à se rendre dans le pays ont l'interdiction absolue de s'entretenir avec des citoyens et sont suivis dans leurs moindres déplacements par les autorités, ce qui fait de la Corée du Nord l'un des pays les moins visités au monde par les journalistes. Pour s'informer, les citoyens nord-coréens n'ont d'autre source autorisée que l'agence centrale de presse *KCNA*, organe de propagande du régime. Le simple fait de consulter un média basé à l'étranger peut leur valoir un séjour à vie en camp de concentration, et l'importation de contenus en grande quantité est, quant à elle, passible de la peine de mort.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes étrangers

Toute entreprise de presse étrangère installée dans le pays est soumise à un contrôle strict rendant quasiment impossible tout accès à une information indépendante. Les journalistes étrangers qui parviennent à entrer sur le territoire nord-coréen doivent se préparer à être harcelés par les autorités.

**Rupert Wingfield-Hayes**, un journaliste britannique de la *BBC*, a été arrêté et expulsé en mai 2016 pour avoir « *attaqué le système de la République populaire démocratique de Corée* » et fait du « *journalisme non objectif* ». En 2017, quatre journalistes sud-coréens ont été condamnés à mort par contumace par la Cour centrale de Corée du Nord après avoir publié une critique positive de *North Korean Confidential*, un livre jugé insultant par le régime.

**DISCOURS OFFICIEL** : contrôle totalitaire

« *Les officiels en charge de la propagande doivent devenir des zélés intépides qui travaillent sans relâche jusqu'à ce que les gens comprennent pleinement les politiques du Parti et jusqu'à ce que les projets de leurs unités atteignent la hauteur souhaitée par le Parti. Nous avons besoin de propagandistes et de mobilisateurs qui continuent à répandre les flammes.* »

(Extraits d'une lettre de Kim Jong-un adressée aux officiels en charge de la propagande, le 9 mars 2019.)

Hong Kong

80/180\*



**Carrie LAM**

Née le 13 Mai 1957

> **Cheffe de l'exécutif de la région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine** depuis 2017

> **Présidente du Comité de sauvegarde de la sécurité nationale** depuis 2020

> **Prédatrice depuis 2019**

**MODE DE PRÉDATION** : matraque et loi liberticide

Quand Carrie Lam a accédé au poste de cheffe de l'exécutif de Hong Kong en 2017 et ouvert les conférences de presse du gouvernement aux médias indépendants en ligne, cela laissait espérer des changements positifs pour la liberté de la presse. Malheureusement, Carrie Lam n'a pas tardé à révéler son vrai visage : celui d'une marionnette du président chinois Xi Jinping, dont elle ne cesse de défendre les politiques liberticides sous couvert de « patriotisme ». Son projet de loi qui aurait permis l'extradition, entre autres, de journalistes qui déplaçaient à Pékin, a été à l'origine de manifestations de grande ampleur. Au cours de ces rassemblements, de nombreux journalistes ont subi des violences physiques de la part des policiers, ce que Carrie Lam a toujours refusé de reconnaître. La cheffe de l'exécutif s'est ensuite félicitée de l'adoption, en juin 2020, de la loi sur la sécurité nationale par le régime chinois, qui permet à ce dernier d'intervenir directement à Hong Kong afin de punir arbitrairement ceux qu'il considère responsables de « *terrorisme* », « *sécession* », « *subversion* » et d'« *ingérence étrangère* ». Ces crimes, passibles d'une peine de prison à vie, voire de la peine capitale, laissent la porte ouverte à des arrestations arbitraires et menacent tout particulièrement les journalistes.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : l'audiovisuel public et les médias indépendants

Carrie Lam s'attaque sans relâche aux symboles de la liberté de la presse à Hong Kong. En gelant les actifs financiers du quotidien *Apple Daily*, un des derniers grands médias hongkongais en langue chinoise à oser encore critiquer Pékin, elle l'a forcé à mettre la clé sous la porte fin juin 2021. Carrie Lam a aussi orchestré le harcèlement judiciaire de **Jimmy Lai**, fondateur d'*Apple Daily* et lauréat du Prix RSF pour la liberté de la presse 2020, ainsi que de l'ancienne députée et ancienne journaliste **Claudia Mo**, tous deux détenus et inculpés en vertu de la loi sur la sécurité nationale. Elle a enfin lancé une véritable campagne d'intimidation contre le groupe audiovisuel *Radio Television Hong Kong (RTHK)*, nommé un nouveau directeur des programmes pour instaurer un système de censure interne et poussé l'ingérence éditoriale à un niveau jamais atteint en imposant son propre talk show sur le groupe public, diffusé quotidiennement durant un mois à partir du 28 avril 2021.

**DISCOURS OFFICIEL** : une vision particulière du rôle des journalistes

« *Critiquer le gouvernement de Hong Kong n'est pas un problème, mais s'il y a une intention d'organiser des actions incitant à la subversion du gouvernement, alors bien sûr, c'est différent. (...) Les amis des médias devraient être capables de faire la distinction entre les deux.* »

(Déclaration de Carrie Lam le 22 juin 2021, à propos de la perquisition du siège d'*Apple Daily* et sur la liberté de la presse dans la ville.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

Singapour

160/180\*



**LEE Hsien Loong**

Né le 10 février 1952

> **Premier ministre de Singapour**  
depuis le 12 août 2004

> **Prédateur depuis son entrée en fonction**

**MODE DE PRÉDATION** : autocensure et bâilonnement systématiques

Fils du Premier ministre Lee Kuan Yew, fondateur de la cité-État singapourienne, Lee Hsien Loong a perpétué le régime de parti unique hérité de son père, et sa doctrine de la « dictature bienveillante » : « *Dormez en paix braves gens, votre gouvernement s'occupe de penser à votre place.* » Dans ce système, la liberté de la presse n'a pas lieu d'être. Et pour le maintenir, Lee Hsien Loong a développé un implacable appareil de contrôle de l'information. Sa première arme agit en amont : deux grands groupes détiennent l'ensemble des organes de presse singapouriens - et c'est le gouvernement de Lee Hsien Loong qui en désigne directement les dirigeants. L'autocensure est par conséquent la règle dès qu'on touche aux questions qui pourraient l'importuner. Une deuxième arme agit en aval : la redoutable Autorité de développement des médias (Media Development Authority, MDA), contrôlée par le gouvernement, peut censurer n'importe quel contenu journalistique et ordonner la fermeture des organes de presse de façon parfaitement arbitraire. Pour sa part, Lee Hsien Loong est lui-même coutumier des procédures-bâillons : à travers des plaintes pour diffamation, ses armées d'avocats réclament des sommes astronomiques aux journalistes et blogueurs qui lui déplaisent, menant à des harcèlements judiciaires extrêmement éprouvants. Enfin, avec sa « *loi anti fake news* » entrée en vigueur en novembre 2019, le gouvernement de Lee Hsien Loong a parfait son attirail de répression en s'arrogeant le droit, en toute modestie, de décider quelle information est « vraie » ou « fausse ».

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : David contre Goliath

Puisque l'ensemble de la presse écrite, radio, audiovisuelle et en ligne doit systématiquement rentrer dans les carcans du discours officiel, seule une poignée de sites d'information et de blogs tentent, difficilement, de fournir une information fiable et indépendante aux Singapouriens. Leurs administrateurs sont régulièrement victimes de procédures bâillons initiées par Lee Hsien Loong en personne. En mai 2021, le blogueur **Leong Sze Hian** a dû lancer une campagne de financement participatif pour payer au Premier ministre la somme astronomique de près de 165 000 euros, tout cela parce qu'il avait simplement partagé sur Facebook un article évoquant des faits de corruption. Le responsable du site *The Online Citizen* **Terry Xu** est pour sa part réduit à passer ses nuits à étudier les codes de procédure pénale du droit singapourien, faute de ressources nécessaires pour faire face aux plaintes intentées par Lee Hsien Loong.

**DISCOURS OFFICIEL** : écraser les « fourmis »

« *Nous avons appris à vivre avec ces piqûres de fourmis.* »  
(6 octobre 2020, à propos d'une plainte contre un blogueur à qui Lee Hsien Loong réclamait 80 000 euros.)

Bélarus

158/180\*



**Alexandre LOUKACHENKO**

Né le 30 août 1954

> **Président de la République de Biélorussie**  
depuis 1994

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir / intensification depuis août 2020**

**MODE DE PRÉDATION** : terrorisme d'État

Depuis sa réélection contestée en août 2020, Alexandre Loukachenko, qui a hérité du surnom, dans les médias occidentaux, de « *dernier dictateur d'Europe* », a instauré une répression sans précédent des journalistes. L'une de ses priorités est d'empêcher toute couverture médiatique des mouvements de protestation dans le pays. Arrestations massives, violences - voire tortures -, menaces, coupures d'internet, censure de sites d'information de référence et de la presse écrite... Le prédateur n'hésite pas non plus à modifier la législation afin d'entraver et de criminaliser le travail des médias : les journalistes couvrant des événements non autorisés sont désormais considérés comme des participants à ces événements, la diffusion en direct sur internet est interdite et la liste des motifs de refus d'accréditation s'allonge. Les fausses accusations font également partie de l'arsenal de Loukachenko. La justice, soumise au pouvoir, commence à assimiler le travail des journalistes indépendants à de l'« *extrémisme* ». Face à une répression d'une telle ampleur, de nombreux journalistes biélorusses ont été contraints à l'exil, principalement en Pologne, en Ukraine et dans les pays baltes.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : acharnement sans limite contre les journalistes indépendants

À l'heure actuelle, un nombre important de journalistes sont détenus de manière arbitraire au Bélarus. Alexandre Loukachenko ne lésine sur aucun moyen pour les faire taire, allant jusqu'à ordonner le détournement d'un avion civil survolant son territoire pour arrêter le journaliste **Raman Pratassevitch** - une action sans précédent, destinée à terroriser les journalistes vivant au Bélarus mais aussi à l'étranger. Le sort de ce dernier en prison est alarmant, comme celui d'autres journalistes ayant subi des tortures et traitements inhumains, à l'instar du correspondant de la radio publique allemande *Deutsche Welle* **Alyksandr Bourakou**. Enfin, les dirigeants du principal média indépendant *Tut.By* sont accusés de fraude fiscale, sans l'ombre d'une preuve concrète.

**DISCOURS OFFICIEL** : radical

« *N'attendez pas la fin de la campagne électorale. Jetez-les dehors s'ils ne respectent pas nos lois et s'ils tentent de reproduire Maidan [révolution ukrainienne] ici.* »

(Propos adressés le 23 juin 2020 aux médias lors d'une réunion avec des membres du gouvernement et visant en particulier *Radio Free Europe/Radio Liberty* et la *BBC*, accusés de provoquer les émeutes au Bélarus.)

« *Je comprends parfaitement les opinions différentes ; dans les médias, il doit y avoir des débats et des discours alternatifs. Mais comme dans tous les États, la liberté d'expression est encadrée par la loi.* »

(Paroles prononcées lors d'une rencontre entre le président et les représentants des plus grands médias biélorusses, le 9 juillet 2020.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Venezuela

148/180\*



**Nicolás MADURO**

Né le 23 novembre 1962

> **Président du Venezuela** depuis 2013

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : censure et asphyxie économique savamment orchestrées

Depuis 2017, la dérive autoritaire de l'administration Maduro contre la presse indépendante ne connaît pas de répit. Les arrestations arbitraires, les violences perpétrées contre les journalistes par les forces de l'ordre et les services de renseignement vénézuéliens se multiplient. La Commission nationale des télécommunications (Conatel) prive les radios et télévisions trop critiques de leurs fréquences de diffusion, et coordonne des coupures d'internet, le blocage des réseaux sociaux et des confiscations de matériel. La plupart des journaux imprimés d'opposition n'ont pas résisté à ces pressions. Les médias en ligne sont, quant à eux, confrontés à des attaques informatiques à répétition, rendant leur travail d'information extrêmement complexe et coûteux. Quant aux journalistes étrangers, ils sont régulièrement arrêtés, interrogés et expulsés du territoire. Depuis 2018, de nombreux journalistes vénézuéliens sont par ailleurs contraints de quitter le territoire pour fuir les menaces et préserver leur intégrité physique.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : la presse privée, le journal *El Nacional*

Plus d'une centaine de médias ont fermé depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolás Maduro. Parmi eux, le journal emblématique *El Nacional*, fondé en 1943, a cessé de circuler en édition imprimée en décembre 2018. Toujours actif en ligne, il demeure une cible de choix du gouvernement. Le 14 mai 2021, son siège était saisi et sa direction sommée par la justice de verser 13 millions de dollars (environ 11 millions d'euros) de dédommagement, à la suite d'un procès en diffamation intenté par Diosdado Cabello, député, vice-président du Parti socialiste unifié du Venezuela et l'une des principales figures du pouvoir chaviste, ce qui pourrait lui coûter tous ses actifs dans le pays pourrait perdre son siège et tous ses actifs au Venezuela. En 2021, le gouvernement a accusé plusieurs ONG et médias indépendants, comme les sites *Efecto Cocuyo*, *Caraota Digital*, *El Pitazo* et la radio *Radio Fe y Alegría*, d'être des « mercenaires du journalisme » financés depuis l'étranger afin de faire tomber le gouvernement

**DISCOURS OFFICIEL** : dénigrement paranoïaque

« Une grande partie de la guerre médiatique à laquelle est soumise le Venezuela a pour objectif que plus personne ne s'approche du Venezuela, que personne ne vienne investir, alors que le Venezuela est le meilleur pays du monde pour investir. »

(Discours public pour le lancement de la « *Marca País* » (« Marque pays »), initiative destinée à promouvoir le tourisme et les exportations et montrer « la vérité du pays », le 11 février 2019.)

« Je dénonce la campagne internationale menée par CNN en espagnol, ce laboratoire de mensonges, de guerre psychologique et d'ordures contre le pays, contre le Venezuela. Une campagne qui est aussi organisée par NTN24, un canal de télévision poubelle financé par le paramilitaire Alvaro Uribe et par le Miami Herald, média dépositaire de tous les mensonges contre le Venezuela. (...) [Des médias] qui sont pleins de haine, de rage et de folie. [Des médias] qui essaient d'empoisonner et de déverser leur poison sur le Venezuela et dans le monde. »

(Discours prononcé lors de l'inauguration de 80 logements à Caricuao, Caracas, le 18 septembre 2014.)



Birmanie

140/180\*



**MIN AUNG HLAING**

Né le 3 juillet 1956

> **Président du Conseil administratif d'État de la République de l'Union du Myanmar** depuis le 1<sup>er</sup> février 2021

> **Prédateur depuis 2011**

**MODE DE PRÉDATION** : la terreur

Pendant dix ans, il a rongé son frein... C'est en 2011 que le général Min Aung Hlaing est devenu commandant en chef des armées. La même année, la junte, qui avait gouverné la Birmanie d'une main de fer pendant près d'un demi-siècle, s'est auto-dissoute, laissant une presse libre et dynamique se développer. Mais le chef des armées n'a jamais cessé de garder un œil inquisiteur sur les médias, ménageant censure et désinformation. Min Aung Hlaing joue en effet un rôle central dans la diffusion de fausses informations et de discours de haine en amont du génocide des populations rohingyas, en 2017. Activant ses réseaux au sein de la police et dans les tribunaux, il est à la manœuvre pour censurer toute forme d'information indépendante sur le sujet. À vrai dire, compte tenu de l'emprise que le général Min avait gardé sur la sphère politico-médiatique, le putsch qu'il a mené le 1<sup>er</sup> février 2021 n'est qu'une demi-surprise. Du jour au lendemain, avec le retour des militaires au pouvoir, la Birmanie s'est retrouvée dans la même situation que sous la junte précédente - lorsque régnait, pour les médias, le régime de la censure préalable et lorsque les reporters étaient arrêtés par fourgons entiers, puis torturés et enfermés dans des cages pour chien. Ainsi, depuis début 2021, le régime du général Min s'enfoncé dans une spirale de répression de la presse libre, avec la totalité des médias indépendants fermés, des dizaines de journalistes emprisonnés et un contrôle absolument drastique de toute information. Le retour de la terreur.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les témoins de l'horreur

Alors qu'il n'était que chef des armées, Min Aung Hlaing avait fait montre de son redoutable pouvoir de nuisance contre la presse libre. Le cas le plus emblématique est celui de deux journalistes de *Reuters*, **Wa Lone** et **Kyaw Soe Oo**, qui avaient réussi à enquêter sur le massacre de civils rohingyas en 2017. Ils ont payé le prix fort : victimes d'une machination politico-judiciaire, ils ont été condamnés à sept ans de prison pour avoir simplement tenté de faire leur travail. Cette décision, prise par un seul homme, le général Min, en dépit de toutes les condamnations internationales, a eu un effet dévastateur sur l'ensemble de la profession - qui a compris ce qu'il lui coûterait d'aborder les sujets considérés par Min Aung Hlaing comme interdits. Pourtant, après le putsch de 2021, les reporters ont agi en héros en couvrant, pendant des semaines, les manifestations hostiles à la junte. Arrêtés, torturés, ils ont malheureusement été les premières victimes de son effroyable appareil répressif.

**DISCOURS OFFICIEL** : le déni

« Les médias (...) jouent un rôle crucial en renforçant la liberté d'expression pour la démocratie [et] en améliorant la transparence du gouvernement grâce à la connaissance du peuple. »

(Communiqué du 3 mai 2021, deux semaines après que tous les organes de presse non contrôlés par l'administration de Min Aung Hlaing ont été forcés de fermer.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Inde

142/180\*



**Narendra MODI**

Né le 17 septembre 1950

> **Premier ministre de l'Inde**  
depuis le 26 mai 2014

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : national-populisme et désinformation

À la tête du Gujarat à partir de 2001, Narendra Modi se sert de cet État d'Inde de l'ouest comme d'un laboratoire de son système de contrôle de l'information, qu'il va pleinement déployer après son accession au poste de Premier ministre, en 2014. Sa première arme consiste à saturer les médias grand public de discours et d'informations susceptibles de légitimer son idéologie nationale-populiste. Pour mener à bien ce dessein, il a développé des liens privilégiés avec les grands industriels du pays qui dirigent de vastes empires médiatiques. Particulièrement insidieuse, la manœuvre est double : d'une part, en se faisant l'obligé des magnats de la presse, Narendra Modi s'assure une couverture favorable - les journalistes des grands médias savent qu'il risquent d'être évincés s'ils critiquent le gouvernement ; d'autre part, la diffusion de ses discours extrêmement clivants et stigmatisants, qui relèvent souvent de la désinformation, permet aux médias commerciaux d'atteindre des records d'audience. Dans ce contexte, il ne reste plus, pour Narendra Modi, qu'à neutraliser les organes de presse et les journalistes qui refusent ce discours manichéen. Il dispose pour cela d'un arsenal judiciaire dont certaines dispositions sont particulièrement liberticides pour la presse : les journalistes risquent par exemple la prison à vie s'ils sont visés par l'accusation, extrêmement vague, de sédition. Pour parfaire cet arsenal, Narendra Modi peut enfin compter sur une armée de « yodha » (« guerriers », en hindi), des trolls qui lancent contre les journalistes qui leur déplaisent d'effroyables campagnes de haine sur internet et les réseaux sociaux, lesquelles campagnes se transforment presque systématiquement en appels au meurtre.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : « sickulars » et « presstituées »

La journaliste **Gauri Lankesh**, assassinée de quatre balles devant son domicile en septembre 2017, est la victime la plus emblématique de l'Hindutva, l'idéologie matrice de la mouvance nationaliste hindou qu'exalte Narendra Modi au quotidien. Plus généralement, tous les journalistes et les médias qui remettent en question la doctrine nationale-populiste du Premier ministre sont rapidement traités de « sickulars » (mot valise entre « sick » - malade, fou - et « secular » - progressiste, laïc). À ce titre, ils sont la cible des « bakht », les dévots du chef Modi, qui les poursuivent dans les tribunaux, les traînent dans la boue des médias grand public et coordonnent les attaques en ligne, autrement plus virulentes lorsqu'elles visent des femmes, traitées de « presstituées » : les journalistes **Rana Ayyub** ou **Barkha Dutt**, par exemple, ont ainsi vu leurs données personnelles jetées en pâture à la vindicte populaire, accompagnées d'effroyables appels au viol collectif.

**DISCOURS OFFICIEL** : les médias contre le journalisme

« Aujourd'hui, les journalistes ont tombé les masques. S'il y a une crise de crédibilité, ce n'est pas de la faute des médias, mais celle de ceux qui y travaillent. Alors arrêtez de vous en prendre à nous. »  
(12 mai 2019.)



Ouganda

125/180\*



**Yoweri MUSEVENI**

Né le 15 août 1944

> **Président depuis 1986**, il est l'un des plus anciens dirigeants au pouvoir en Afrique et dans le monde. Réélu pour un sixième mandat en 2021 au terme d'un scrutin marqué par une forte répression, notamment des journalistes.

> **Prédateur depuis le milieu des années 1990**

**MODE DE PRÉDATION** : discours de haine et harcèlement

Insultes, menaces, médisance : Yoweri Museveni s'attaque régulièrement et publiquement aux journalistes et aux médias qui le critiquent ou qui s'en prennent à sa gestion autoritaire du pouvoir. Tantôt qualifiés de « parasites », tantôt accusés d'être « stupides », « diaboliques » ou d'être des « ennemis du pays », les journalistes avaient été traités de « semeurs de rumeurs qui ont besoin de manger » par le président ougandais lors d'une conférence de presse en 2018, aux côtés de son homologue rwandais Paul Kagame, hilare. Les attaques verbales de Museveni servent de caution aux services de sécurité qui s'en prennent régulièrement aux journalistes : violence, destruction de matériel, arrestations arbitraires... A la répression s'ajoute la censure. Internet est régulièrement coupé et les réseaux sociaux sont scrutés par une brigade d'officiers et d'experts informatiques. Le système est complété par des pressions économiques, administratives et judiciaires. Les détenteurs de comptes sur les réseaux sociaux font l'objet d'une taxe journalière depuis 2018, et les annonceurs sont mis sous pression pour ne pas financer les médias critiques. Ces derniers sont parfois suspendus de manière arbitraire ou poursuivis en justice pour les faire taire.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes et médias indépendants

Les journalistes et médias indépendants, qu'ils soient nationaux ou étrangers, sont ciblés dès lors qu'ils traitent des sujets sensibles comme l'autoritarisme du régime, l'opposition, les problèmes économiques du pays, les violations des droits de l'homme, la mauvaise gouvernance, la corruption ou les exactions perpétrées par les forces de sécurité.

**DISCOURS OFFICIEL** : l'insulte et le mépris

« Nous respectons la liberté de la presse mais voyez-vous, les médias, surtout les médias occidentaux, sont arrogants. (...) Ils viennent et imposent leur ignorance à notre société. C'est ça, le problème. Comment peut-on faire pour traiter avec ces ignorants arrogants ? »

(Interview sur NPR, 12 janvier 2021.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Guinée équatoriale

164/180\*



## Teodoro OBIANG NGUEMA

Né le 05 juin 1942

- > Teodoro Obiang Nguema **s'empare du pouvoir en 1979 après un coup d'État.** Après plus de quatre décennies à la tête du pays, il est actuellement **le plus ancien président en exercice au monde.**

> Prédateur depuis son arrivée au pouvoir

### MODE DE PRÉDATION : dictature totalitaire

Teodoro Obiang Nguema dirige la république de la Guinée équatoriale d'une main de fer depuis son accession au pouvoir, il y a plus de 40 ans. Dans ce petit État pétrolier du golfe de Guinée, présenté comme le « *Koweït de l'Afrique* », la presse est muselée par des lois liberticides et obsolètes qui rendent toute critique du président et de sa politique quasiment impossible. Le paysage médiatique se limite presque exclusivement aux médias d'État chargés de relayer la propagande du gouvernement. Le pays ne compte aucun correspondant étranger, et le pouvoir ne reconnaît pas l'existence des médias indépendants. L'unique chaîne de télévision privée du pays, *ASONGA TV*, est détenue par le fils du président, qui occupe en parallèle le poste de vice-président du pays. La chaîne est soumise à une censure stricte. Ceux qui franchissent les lignes rouges sont arrêtés ou suspendus, comme ce fut le cas, en 2020, de sept journalistes accusés d'avoir relayé les violences commises par les militaires lors du confinement décrété pour lutter contre l'épidémie de coronavirus. Trois ans plus tôt, ordre avait été donné de retirer de la vente et de brûler les éditions d'un hebdomadaire gouvernemental qui rendait compte des pressions exercées sur les journalistes équato-guinéens. Les réseaux sociaux, seule alternative viable à la libre circulation de l'information, font depuis récemment l'objet d'une campagne de décrédibilisation sans répit du gouvernement.

### CIBLES DE PRÉDILECTION : les voix critiques

Les journalistes qui osent critiquer le président, ses proches, les forces de sécurité, la corruption et la gestion autoritaire du pouvoir malgré le peu d'espace qui s'offre à eux pour traiter l'information en toute indépendance sont systématiquement arrêtés, suspendus ou renvoyés. Sauf événement exceptionnel comme une compétition de sport accueillie par le pays, toute demande d'accréditation de journalistes étrangers est invariablement refusée.

### DISCOURS OFFICIEL : la langue de bois

« *Ce pays n'est pas celui dont on parle dans les médias internationaux. (...) La plupart des critiques contre mon pays et moi-même ne sont pas basées sur des faits et des réalités. Nos portes sont ouvertes aux médias et à tous les groupes. (...) Ils devraient venir voir les choses par eux-mêmes.* »

(Teodoro Obiang Nguema dans une interview, *Africa Watch*, septembre 2012.)



Vietnam

175/180\*



## NGUYEN Phu Trong

Né le 14 avril 1944

- > **Secrétaire général du Parti communiste vietnamien** depuis le 19 janvier 2011

> Prédateur depuis son arrivée au pouvoir

### MODE DE PRÉDATION : atavisme totalitaire

Nguyen Phu Trong connaît plutôt bien le métier de journaliste, puisqu'il l'a exercé durant une large partie de sa carrière. Du moins en connaît-il l'acception vietnamienne : dans le pays, si l'on compte des milliers de journaux, de magazines, de chaînes de télévision, de portails d'information, il n'existe qu'un seul rédacteur en chef, à savoir le chef du département central de la propagande du Parti communiste du Vietnam (PCV) - lequel reçoit ses ordres directement du secrétaire général, Nguyen Phu Trong. Ce dernier a le profil du parfait apparatchik, qui a gravi les échelons du parti pour se hisser à la tête de l'assemblée nationale en 2006, puis à la tête du politburo cinq ans plus tard. Mais le « camarade Nguyen » s'est aussi imposé comme une redoutable tacticien, usant de méthodes machiavéliques pour imposer sa ligne conservatrice au sein de l'État-Parti et reproduire l'atavisme totalitaire du PCV. Ainsi, les publications spécialisées, qui se faisaient traditionnellement l'écho des débats idéologiques et pragmatiques qui existaient au sein du Parti, ont-elles été radicalement mises au pas à partir du deuxième mandat de Nguyen Phu Trong, en 2016. En même temps, ce dernier a mis en place un système de répression absolument implacable pour faire face à la montée en puissance d'une société civile en mal d'informations fiables, en particulier sur internet. Le chef du PCV dispose pour cela d'un appareil policier et judiciaire aux ordres : il pourchasse blogueurs et journalistes indépendants au motif d'articles du Code pénal qui punissent, entre autres, celles et ceux qui osent « *abuser de leurs libertés démocratiques* ». Tout un programme.

### CIBLES DE PRÉDILECTION : ceux qui refusent la propagande

Lieu privilégié de la diffusion d'informations indépendantes et d'opinions divergentes de la ligne du Parti, internet est devenu la cible centrale des attaques de Nguyen Phu Trong - et plus spécialement de la Force 47, une unité de cyber-trolls tout à ses ordres. Les premières victimes sont les blogueurs et cyberdissidents, qui se sont emparés de la toile au tournant des années 2010, et sont l'objet, depuis 2016, d'arrestations en masse et de condamnations à des peines de prison extrêmement lourdes. Plus d'une trentaine d'entre eux croupissent dans les geôles du pays, dans des conditions absolument indignes. Le pouvoir de Nguyen Phu Trong cible aussi les journalistes du pays qui ont, comme lui, fait leurs armes dans la presse officielle, mais qui, à sa différence, ne supportaient plus de recrachter la propagande du politburo et se sont attachés à travailler à l'établissement d'une presse libre. Ainsi, une vague d'arrestations a visé plusieurs d'entre eux à partir de 2020, parmi lesquels la lauréate du Prix RSF 2019, **Pham Doan Trang**.

### DISCOURS OFFICIEL : haro sur le pluralisme

« *Sous ma direction, le comité central du Parti jure de continuer à combattre fermement l'expression du pluralisme politique.* »

(26 janvier 2021, devant le congrès du PCV.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Hongrie

92/180\*



**Viktor ORBÁN**

Né le 31 mai 1963

> **Premier ministre de la Hongrie** depuis le 29 mai 2010 (après un premier mandat exercé entre 1998 et 2002)

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : combine politico-économiques, décrédibilisation, autocensure

Partisan autoproclamé de la « *démocratie illibérale* », Viktor Orbán n'a eu de cesse, depuis son retour au pouvoir en 2010, de porter atteinte au pluralisme et à l'indépendance des médias. Après la transformation de l'audiovisuel public en organe de propagande, les médias privés sont asservis ou réduits au silence. Les méthodes sont tantôt subtiles, tantôt grossières, mais toujours efficaces. Grâce aux manœuvres politico-économiques et au rachat des médias par les oligarques proches du parti au pouvoir, le Fidesz contrôle désormais 80 % du paysage médiatique avec, en tête, la fondation Kesma, qui regroupe environ 500 médias pro-gouvernementaux. Les médias indépendants restants sont discriminés dans la distribution de la publicité d'État et dans l'accès aux informations détenues par les institutions, alors que leurs journalistes font l'objet de campagnes de dénigrement dans les médias pro-gouvernementaux en étant qualifiés de promoteurs de « *fausses informations* ». La criminalisation de cette accusation lors de la crise du coronavirus a produit un effet dissuasif sur les journalistes et leurs sources. Ces différentes techniques de prédatations ont visiblement fait leur preuve puisque qu'elles inspirent les alliés polonais et slovènes de Viktor Orbán.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les derniers médias indépendants

Après la fermeture du quotidien *Népszabadsag* et la prise de contrôle par les oligarques des sites d'actualités Origo.hu et Index.hu, le pouvoir a désormais dans son collimateur la chaîne RTL, le quotidien *Népszava*, les hebdomadaires *HVG*, *Magyar Hang*, *Magyar Narancs* et le site *24.hu*. Derniers exploit en date : la décision politique du régulateur audiovisuel, censé être indépendant, de priver Klubrádio de sa fréquence.

**DISCOURS OFFICIEL** : belliqueux

« *Nous devons lutter contre (...) des médias entretenus par des groupes étrangers et des oligarques de l'intérieur.* »

(Discours prononcé en 2018 pour célébrer le 170<sup>e</sup> anniversaire de la révolution de 1848.)

« *Ce n'est pas le moment d'aller dans les hôpitaux afin de produire des vidéos de camouflage ou des fausses informations.* »

(Réponse à une revendication de 28 médias indépendants d'accéder librement aux hôpitaux et d'interviewer le personnel médical pendant la pandémie de Covid-19 en 2021.)



Nicaragua

121/180\*



**Daniel ORTEGA**

Né le 11 novembre 1945

> **Président du Nicaragua** depuis 2007 (après l'avoir été une première fois entre 1979 et 1990)

> **Prédateur depuis sa réélection pour un troisième mandat consécutif, en novembre 2016**

**MODE DE PRÉDATION** : asphyxie économique et censure judiciaire

Depuis fin 2016, la presse indépendante vit un véritable cauchemar, constamment opprimée par le gouvernement d'Ortega et ses partisans du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), qui tentent par tous les moyens de réduire les voix critiques au silence : menaces, persécutions, campagnes de harcèlement et de diffamation, arrestations et détentions arbitraires, « *loi de régulation des agents étrangers* » visant à surveiller étroitement les médias et organisations qui reçoivent des financements extérieurs. Ortega ne recule devant rien pour contrôler l'information et a mis en place un système sordide d'asphyxie économique des médias indépendants : politiques discriminatoires en matière de publicité officielle, d'octroi de fréquences radio et télévisées, de restrictions à l'importation de fournitures et de matériel journalistiques, audits abusifs, ainsi que pressions exercées sur les annonceurs privés pour les décourager d'acheter des espaces publicitaires dans les médias indépendants. Le gouvernement a été jusqu'à interdire, de but en blanc en septembre 2018, l'approvisionnement en encre, papier et caoutchouc, ce qui a entraîné la disparition de la plupart des journaux papier du pays. Enfin, dans la perspective des élections présidentielles de novembre 2021, Ortega a renforcé son arsenal de censure en faisant engager des poursuites judiciaires abusives contre tous ses opposants, de la classe politique comme des médias.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : la famille Chamorro et les médias privés

Le patron de presse Carlos Chamorro, fondateur du site d'information *Confidencial*, et sa sœur Cristiana, cofondatrice de la *Fondation Violeta Chamorro*, qui défend la liberté de la presse, sont les bêtes noires du président. Très critique de Daniel Ortega, le premier a dû temporairement s'exiler au Costa Rica en 2019, en raison des menaces et attaques alimentées par le gouvernement à son encontre. La seconde, journaliste devenue candidate à la présidentielle de 2021, est assignée à résidence depuis le 3 juin dernier après avoir été accusée par le gouvernement de blanchiment d'argent. Près d'une vingtaine de journalistes proches de la Fondation ont également été interrogés et intimidés par le ministère public pour accabler Cristiana Chamorro et lui barrer la route de la course présidentielle.

**DISCOURS OFFICIEL** : paranoïaque et excessif

« *Le terrorisme désinformatif, piloté depuis les États-Unis et pris au pied de la lettre par les médias de nombreux pays, et notamment le Costa Rica, est brutal, criminel et xénophobe.* »

(Mai 2020, extrait d'un discours destiné aux médias costa-ricains (*La Nación*, *Telenoticias y Noticias Reptel*) et américains (*CNN*) remettant en cause les chiffres et le discours officiel du gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire.)

« *Les journalistes sont les fils de Goebbels.* »

(Le jour du 28<sup>e</sup> anniversaire de l'armée nicaraguayenne, 1<sup>er</sup> septembre 2007.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

Russie

150/180\*



## Vladimir POUTINE

Né le 7 octobre 1952

> **Président de la fédération de Russie** depuis 2000

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

### MODE DE PRÉDATION : autoritarisme nationaliste

Propulsé au pouvoir après une décennie 1990 marquée par la dilution de l'autorité, Vladimir Poutine n'a, depuis, qu'un seul mot d'ordre : le contrôle. Les médias ont rapidement senti les effets de la « *verticale du pouvoir* », qu'il a théorisée pendant ses deux premiers mandats. Dès le début des années 2000, les chaînes de télévision nationales ont toutes été reprises en main par le Kremlin, abreuvant les citoyens russes d'un déluge de propagande, un dirigisme largement exacerbé après son retour à la présidence ayant entraîné une vague de contestation sans précédent en mai 2012. Face à l'affirmation de la société civile, Vladimir Poutine a fait adopter une cascade de lois liberticides criminalisant les protestations et restreignant le champ de la liberté d'expression. La loi sur les médias « *agents de l'étranger* » - qui affecte l'ensemble de la presse depuis 2017 - met en grande difficulté économique des médias indépendants comme *Meduza*, entraînant, pour certains, leur fermeture. De plus, plusieurs journalistes ont été forcés de se déclarer « *agents de l'étranger* ». Lors des manifestations pro-Navalny, la liberté de la presse a été ostensiblement et massivement bafouée par les forces de l'ordre. L'état se resserre sur le réseau internet, progressivement repris en main depuis 2012 grâce à de nombreuses lois visant à bannir certains contenus, à augmenter le contrôle du flux de données, à empêcher les communications anonymes en ligne et à instaurer un système de surveillance généralisée.

### CIBLES DE PRÉDILECTION : les médias indépendants

Vladimir Poutine cible les médias indépendants, notamment par le biais de la loi sur les médias « *agents de l'étranger* » et à travers les oligarques et hommes d'affaires amis qui rachètent et mettent au pas les médias indépendants. Des dizaines de journalistes ont été la cible d'interpellations parfois violentes et de détentions arbitraires alors qu'ils couvraient des manifestations de soutien à l'opposant Alexeï Navalny. La situation de la liberté d'expression en Russie est la pire qu'ait connue le pays depuis la chute de l'URSS. Actuellement, au moins huit journalistes russes sont en prison : **Alexander Valov** (2018), **Remzi Bekirov** (2019), **Abdoulmoumine Gadjiev** (2019), **Rachid Maïsigov** (2019), **Ivan Safronov** (2020), **Ian Katelevski** (2020), **Aleksander Dorogov** (2020) et **Vladislav Yesipenko** (2021). En 2020, le journaliste Aleksandr Tolmachev est mort en détention par manque de soins.

### DISCOURS OFFICIEL : langue de bois éhontée

« *Nous avons tellement de chaînes d'information, de chaînes internet, nous avons tellement d'opinions différentes et il y a tellement d'opinions critiques dans les médias, sur les autorités (et concernant votre humble serviteur) ! Je pense que vos pays n'ont pas cela, les journalistes ne critiquent pas aussi sévèrement le pouvoir.* »

(Déclaration faite lors du Forum économique de Saint-Petersbourg, le 8 juin 2021.)

« *La position active et responsable des médias, un journalisme véritablement indépendant et courageux, sont plus que jamais recherchés, indispensables à la Russie.* »

(Adresse à l'Union des journalistes, en avril 2013.)

Sri Lanka

127/180\*



## Gotabaya RAJAPAKSA

Né le 20 juin 1949

> **Président de la République démocratique socialiste du Sri Lanka** depuis le 18 novembre 2019, secrétaire d'État au ministre de la Défense entre 2005 et 2015

> **Prédateur depuis 2005**

### MODE DE PRÉDATION : le spectre des escadrons de la mort

L'élection à la présidence de la république de Gotabaya Rajapaksa, fin 2019, a replongé le Sri Lanka dans les heures les plus noires de son histoire. Lieutenant-colonel dans l'armée, « Gota » a occupé le poste de secrétaire d'État au ministre de la Défense sous la présidence de son propre frère, Mahinda Rajapaksa, durant « *la décennie noire* », entre 2005 et 2015 - une période qui correspond également à la fin de la guerre civile et à l'écrasement sanglant de la guérilla séparatiste tamoule, en 2009. Durant cette période, Gotabaya Rajapaksa a gagné un autre surnom : « *Terminator* ». Il doit cette distinction au rôle qu'il a joué comme pilote des escadrons de la mort, également appelés « *gang des camionnettes blanches* », en référence aux véhicules dans lesquels les journalistes étaient enlevés, torturés et, pour certains, exécutés sous les ordres du ministre Gotabaya. Il est logique, dans ces conditions, que l'accession de Gotabaya à la présidence ait réveillé de vieux démons : non seulement a-t-il repris les rênes du ministère de la Défense, mais c'est son propre frère, l'ancien président Mahinda, qu'il a nommé au poste de Premier ministre. Depuis, d'autres armes ont été déployées : mandats d'arrestation, perquisitions des locaux de certains organes de presse, manœuvres de désinformation, menaces de mort. De fait, une large part de la presse srilankaise en est réduite à l'autocensure, que ce soit à la suite des agissements de Gotabaya Rajapaksa dans le passé ou de l'exercice de son mandat actuel.

### CIBLES DE PRÉDILECTION : les fantômes du passé, les menaces du présent

Beaucoup de journalistes srilankais sont actuellement réduits à un terrible dilemme, qui se résumerait à faire son travail ou risquer sa vie. tant ils doivent composer avec les fantômes de leurs nombreux confrères exécutés par le passé : l'impunité des crimes commis contre les journalistes sur ordre de Gotabaya Rajapaksa reste en effet totale. Selon le décompte de RSF, durant son mandat à la défense, au moins 14 journalistes ont été assassinés ou portés disparus. Une vingtaine d'autres ont préféré fuir le pays, soit après avoir subi des tortures, soit après avoir reçu des menaces. Dans ce contexte, il apparaît extrêmement dangereux d'enquêter sur les sujets sensibles - à commencer par la situation de la minorité tamoule, ou celle des populations musulmanes de l'île. Celles et ceux qui osent s'y aventurer font les frais de doubles menaces : sur le plan judiciaire, la police les harcèle à coups de mandats ; sur le plan physique, ils reçoivent des menaces de mort - et, dans ce dernier cas, la police évite soigneusement d'enregistrer leur plainte. Sur tous les plans, la terreur est de retour.

### DISCOURS OFFICIEL : l'appel au meurtre et l'oubli

« *Sale porc bouffeur de merde ! Putains de sales journalistes de merde ! Les gens vous tuent.* »

(juillet 2012, lors d'une interview.)

« *Ne nous attardons pas sur le passé. Je tente de devenir le futur président du Sri Lanka. Donc si vous vous concentrez sur le futur, c'est mieux.* »

(Octobre 2019, campagne électorale.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Tadjikistan

162/180\*



**Emomali RAKHMON**

Né le 5 octobre 1952

> **Président de la République du Tadjikistan** depuis 1992

> **Prédateur depuis son arrivée au pouvoir**

**MODE DE PRÉDATION** : censure, contrôle total d'internet et menaces

La dérive répressive d'Emomali Rakhmon, l'un des plus anciens présidents de la région, ne cesse de s'aggraver. Le dirigeant se présente comme le « leader de la nation » et le « fondateur de la paix et de l'unité nationale » depuis la fin de la guerre civile, dans les années 1990. En 1992, il instaure une censure officielle et systématique des contenus diffusés par les médias privés et indépendants. Depuis 2021, le Comité de la télévision et de la radiodiffusion du Tadjikistan - un organe étatique - impose de nouvelles conditions dans ses contrats de licence de diffusion, obligeant notamment les rédactions à soumettre à validation préalable toutes leurs productions éditoriales en langue étrangère, y compris en russe. En 2018, les autorités se sont arrogées le monopole de l'accès au réseau internet national permettant à l'agence gouvernementale pour les télécommunications de bloquer, de façon illégale, des sites d'information. Le fournisseur d'accès national Tajiktelecom, propriété du service des communications du gouvernement tadjik, est en situation de monopole pour la vente d'accès à internet. Les autorités ont créé des « usines à trolls » visant à discréditer toutes les voix critiques et certains médias, comme *Radio Ozodi*, le service tadjik de *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*. Harcelés par les services secrets, intimidés et soumis au chantage, des dizaines de journalistes ont choisi la voie de l'exil ces dernières années. Les autres s'autocensurent et évitent d'aborder les sujets sensibles, favorisant l'impunité et la corruption dans le pays.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les voix indépendantes

Tous les médias indépendants représentent une cible à abattre pour Emomali Rakhmon. Notamment les journalistes d'investigation lorsqu'ils mènent des enquêtes portant sur la corruption qui gangrène le pays. En 2018, l'ancien journaliste **Khairoullou Mirsaidov** a été jeté en prison après avoir accusé de hauts fonctionnaires de malversations. Rakhmon traque aussi les médias étrangers comme *RFE/RL*, et les informations qui circulent sur les réseaux sociaux et les messageries instantanées comme Facebook, YouTube, VKontakte, Odnoklassniki, ou encore WhatsApp et Telegram.

**DISCOURS OFFICIEL** : la nation contre l'étranger

« Vous devez être plus actifs et unis dans la guerre de l'information contre les médias d'opposition. Et publiez sous votre vrai nom sur les réseaux sociaux ! De cette façon, nos rivaux ne vous accuseront pas d'être des trolls. »

(Propos prononcés à l'attention des grands médias nationaux par Abdujabbor Rahmonzoda, l'assistant du président Rakhmon lors d'une table ronde avec des journalistes et des intellectuels au siège du journal d'État *Jumhuriyat*, 3 mars 2021)

« Vous, les dirigeants des médias, devez être un bouclier fiable des intérêts nationaux, des valeurs culturelles et historiques et des réalisations qui ont lieu dans cette période d'indépendance nationale ».

(Propos tenus lors d'une rencontre entre le président Rakhmon et les chefs des grandes chaînes de télévision et des stations de radio nationales tadjikes, 20 février 2019)



Arabie saoudite

170/180\*



**Mohamed ben SALMANE**

Né le 31 août 1985

> **Prince héritier** depuis le 21 juin 2017

> **Prédateur depuis 2017**

**MODE DE PRÉDATION** : barbarie sans limite

Depuis que son père, vieillissant, l'a nommé successeur, le prince Mohamed ben Salmane (MBS) concentre tous les pouvoirs entre ses mains et se trouve de facto à la tête d'une monarchie qui ne tolère aucun média libre. Le royaume est l'une des plus grandes prisons au monde pour les journalistes, et les procédures judiciaires sont d'une opacité totale. Pour beaucoup d'entre eux, aucun élément ne permet de savoir ce qui leur est reproché. Quant à ceux dont les motifs sont connus, les charges officielles vont d'« atteinte à la réputation du royaume » à « insulte à la monarchie », en passant par « collaboration avec des entités étrangères ». Tout est bon pour traquer les journalistes : espionnage, menaces, enlèvement, torture, abus sexuels, isolement carcéral, négligence médicale et privation de contacts avec les proches. L'assassinat terrible de l'éditorialiste du *Washington Post* Jamal Khashoggi, découpé en morceaux au sein du consulat saoudien à Istanbul, a porté un coup fatal à toute velléité de critique et montré toute la brutalité de la répression contre les journalistes indépendants, même au-delà des frontières du royaume.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les journalistes réformistes

Parmi les 30 journalistes emprisonnés en Arabie saoudite, on compte des figures médiatiques très suivies sur les réseaux sociaux, notamment Twitter, et donc potentiellement très influentes. D'autres sont des présentateurs qui ont eu le tort d'encourager indirectement les réformes en abordant dans leurs émissions des thématiques sensibles et en appelant à une ouverture du débat. Des blogueuses spécialistes des droits des femmes, qui ont dénoncé la tutelle masculine ou qui se sont montrées solidaires de leurs consœurs emprisonnées avant elles, ont également été jetées derrière les barreaux. Enfin, le cas du blogueur **Raif Badawi**, emprisonné depuis le 17 juin 2009, pour « insulte à l'islam », incarne à lui seul l'ampleur du conservatisme qui demeure dans le pays.

**DISCOURS OFFICIEL** : responsable mais pas coupable

« Quand un crime est commis contre un citoyen saoudien par des officiels travaillant pour le gouvernement saoudien, je dois en prendre la responsabilité en tant que dirigeant. C'était une erreur et je dois prendre toutes les mesures pour éviter une telle chose à l'avenir. »

(MBS, interrogé sur l'assassinat de Jamal Khashoggi par CBS, le 30 septembre 2019).

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021



Bangladesh

152/180\*



**SHEIKH Hasina**

Née le 28 septembre 1947

> **Première ministre de la République populaire du Bangladesh**  
depuis le 6 janvier 2009

> Prédatrice depuis (au moins) 2014

**MODE DE PRÉDATION** : la loi sur la sécurité digitale, arme ultime de l'autocensure

Fille aînée de Sheikh Mujib, héros de l'indépendance du Bangladesh, Sheikh Hasina est une figure politique majeure du pays depuis le début des années 1980. Elle s'est longtemps imposée comme figure de proue de l'opposition aux différents régimes autoritaires qui réprimaient les journalistes dans le sang. Puis, à la faveur d'une victoire législative de son parti, elle est nommée Première ministre en janvier 2009. S'ensuit une implacable dérive vers l'autoritarisme, marquée par une répression toujours plus forte de la liberté de la presse. Cette tendance se confirme en 2014, lorsqu'elle remporte d'autant plus facilement les élections que l'opposition n'a tout simplement pas le droit de cité dans les médias d'information. C'est à partir de cette époque que, derrière un discours officiel de respect de la presse, Sheikh Hasina s'enferme dans un système qui ne tolère pas la critique. Et afin de parfaire l'arsenal qui lui permet d'imposer ses vues, son gouvernement met au point, en 2018, la loi sur la sécurité numérique, ou Digital Security Act (DSA). Fort de formulations délibérément floues, le texte est l'arme ultime pour pousser les journalistes à l'autocensure : il punit par exemple de sept ans de réclusion la publication de contenus « susceptibles de perturber l'ordre public ». Pire, les journalistes savent qu'il risquent 14 ans de prison s'ils publient des informations assimilées à de la « propagande contre le père de la nation » - lequel n'est autre que le propre père de Sheikh Hasina. Bref, une zone à la fois très floue, et hautement interdite.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : les reporters qui dérangent

La loi sur la sécurité numérique permet aux soutiens de Sheikh Hasina de harceler tous les journalistes et blogueurs dont l'expression dérange le pouvoir établi. Environ deux ans après sa mise en application, elle a entraîné des poursuites contre près de 400 individus, dont plus de 70 journalistes et blogueurs. Ceux qui sont arrêtés doivent subir des conditions de détention déplorables - au point que l'un d'eux, **Mushtaq Ahmed**, a trouvé la mort en prison en février 2021. Sur le terrain, le bras armé de Sheikh Hasina est incarné par les supporters de son parti, la ligue Awami, et ceux de sa branche étudiante, la ligue Chhatra. Dès qu'un mouvement social, ou des élections agitent les rues, ces militants poursuivent, harcèlent ou violentent les reporters afin de les empêcher de couvrir les événements - au point d'aboutir à de véritables lynchages. Pour la plupart, cela se finit à l'hôpital. Dans certains cas, à la morgue.

**DISCOURS OFFICIEL** : imposer les « vraies » informations

« Les journalistes qui ne publient pas de fausses informations n'ont pas de souci à se faire quant à la loi sur la sécurité numérique. » Cette loi permet justement au gouvernement de décider quelle information est « vraie » ou « fausse » (octobre 2018).



Égypte

166/180\*



**Abdel Fattah al-SISSI**

Né le 19 novembre 1954

> **Président d'Égypte** depuis le 8 juin 2014

> Prédateur depuis le coup d'État militaire de juillet 2013

**MODE DE PRÉDATION** : coups de filet massifs

Les journalistes sont emprisonnés à tour de bras par les services de sécurité, au gré de vagues d'arrestations massives, lors de mobilisations populaires ou de temps forts politiques. Les emprisonnements peuvent aussi survenir de manière imprévisible et à titre préventif, le temps d'ouvrir une enquête sur les journalistes. Ces derniers sont ensuite placés en détention provisoire, qui peut être reconduite indéfiniment. Les charges sont souvent les mêmes : « appartenance à un groupe terroriste », « diffusion de fausses nouvelles » et parfois « abus d'utilisation des réseaux sociaux ». Couvrir une manifestation, écrire des articles sur des sujets sensibles, partager des publications critiques ou collaborer avec des médias interdits peuvent valoir aux journalistes d'être arrêtés. La loi anti-terroriste d'août 2015 leur impose de respecter la version officielle lors de la couverture d'attentats au nom de la « sécurité nationale », et la loi sur la cybercriminalité de 2017 criminalise les écrits en ligne critiques et institutionnalise la censure des sites internet.

**CIBLES DE PRÉDILECTION** : tout média soupçonné d'un lien quelconque avec les Frères musulmans

Le pouvoir mène la vie dure aux journalistes qui travaillent pour des médias indépendants et qui se comptent sur les doigts de la main. Les blogueurs qui diffusent les images de manifestation ou interviennent pour des médias étrangers sont plus particulièrement dans le viseur des autorités. Indépendamment de leur ligne éditoriale ou de leur positionnement idéologique et confessionnel, tous sont automatiquement accusés « d'appartenance à un groupe interdit » : derrière cette appellation se cache le mouvement des Frères musulmans, considéré comme une organisation terroriste. Une trentaine de journalistes sont actuellement emprisonnés pour ce motif.

**DISCOURS OFFICIEL** : la sécurité avant tout

« Nous faisons en sorte que justice soit rendue pour chacun, et nous n'avons aucun prisonnier politique. Nous connaissons le chaos mais travaillons maintenant à la construction et la stabilité. »

(Interview d'Abdel Fattah Al-Sissi pour Die Welt, avril 2021.)

« Je ne veux pas exagérer, mais nous bénéficions en Égypte d'une liberté d'expression sans précédent. Personne en Égypte ne peut empêcher quelqu'un travaillant pour un média ou un journaliste d'exprimer ses opinions. »

(Interview d'Abdel Fattah Al-Sissi sur CNN, septembre 2015.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021



# LES PRÉDATEURS 2021

Chine

177/180\*



## Xi Jinping

Né le 15 juin 1953

> **Président de la République populaire de Chine** depuis le 14 mars 2013, **Secrétaire général du Parti communiste chinois** depuis le 15 novembre 2012 et **Président de la Commission militaire centrale** depuis le 14 mars 2013.

> **Prédateur depuis 2013**

### **MODE DE PRÉDATION** : totalement décomplexé

Quand Xi Jinping, dont la famille a été victime de la Révolution culturelle, a accédé au pouvoir en Chine en 2013, on aurait pu s'attendre à ce qu'il mette en place des réformes libérales. Tout au contraire, il a renforcé la mainmise du régime sur l'information, restaurant en quelques années une culture médiatique digne de l'ère maoïste. En s'appuyant sur l'utilisation massive des nouvelles technologies, Xi Jinping a imposé un modèle social basé sur la censure, la propagande et la surveillance. L'administration chinoise du cyberspace (Cyberspace Administration of China, ou CAC), un organisme supervisé par Xi Jinping lui-même, empêche le milliard d'internautes chinois de recevoir et de communiquer librement des informations indépendantes. Les médias d'État ne doivent pas seulement obéir au Parti, mais également « *refléter sa volonté, protéger son autorité et son unité* ». L'application pour smartphone « *Étudier Xi, rendre le pays plus fort* », dont l'usage est obligatoire pour tous les journalistes depuis 2019, permet non seulement au régime de tester leur loyauté, mais est aussi soupçonnée d'accéder aux données contenues dans leurs téléphones. Sous Xi Jinping, le harcèlement des correspondants étrangers et de leurs sources a atteint de nouveaux records, tandis qu'à l'étranger, le régime tente par tous les moyens de promouvoir et d'exporter son modèle oppressif.

### **CIBLES DE PRÉDILECTION** : tout ce qui n'est pas dans la ligne

La Chine de Xi Jinping est la plus grande prison au monde pour les défenseurs de la liberté de la presse, avec plus de 115 personnes détenues en 2021 dans des conditions qui laissent souvent craindre pour leur vie. Le système de « *résidence surveillée dans un lieu désigné* » (RSLD), un euphémisme qui désigne la détention à l'isolement dans les « *prisons noires* » chinoises, où les détenus sont privés de leurs droits et risquent la torture, est couramment utilisé pour faire taire les journalistes qui ne suivent pas le narratif officiel. **Kunchok Jinpa**, source d'information importante pour les médias sur le Tibet, est mort en février 2021 des suites de mauvais traitements durant sa détention, tout comme le prix Nobel de la paix et lauréat du Prix RSF de la liberté de la presse, **Liu Xiaobo**, et le commentateur politique **Yang Tongyan**, en 2017.

### **DISCOURS OFFICIEL** : endoctrinement paternaliste

« *Les médias dirigés par le Parti et le gouvernement sont des outils de propagande qui doivent avoir le Parti comme nom de famille.* »

(Discours prononcé par Xi Jinping le 19 février 2016 lors d'une tournée d'inspection des médias d'État.)

« *Les journalistes doivent aimer le Parti, protéger le Parti et suivre fidèlement le leadership du Parti en pensée, politiquement et par leurs actes.* »

(À propos des journalistes de CCTV, de l'agence Xinhua et du Quotidien du Peuple, février 2016.)

\* Classement mondial de la liberté de la presse 2021